

LE DEVOIR

VOL. LXXXVIII - N° 98

MONTREAL, LE LUNDI 5 MAI 1997

88¢ + TPS + TVQ / TORONTO 1\$

PERSPECTIVES

Paris bouté hors d'Afrique?

Le premier face-à-face entre Mobutu Sese Seko et Laurent-Désiré Kabila s'est achevé hier sur un désaccord sur les conditions de retrait du président zaïrois. Le chef rebelle a donné huit jours à Mobutu pour examiner sa demande de démission. Lire nos informations, page A 5.

Le génocide au Rwanda, la chute imminente du régime mobutiste au Zaïre, les soubresauts politiques en Centrafrique et au Congo, les expulsions d'immigrés africains, seraient-ils, le signe que la France a perdu tout contact avec la réalité africaine et est dépassée par les changements géopolitiques sur le continent. Le déclin de la présence française en Afrique serait irrémédiable et certains estiment même que la France sera bientôt boutée hors d'Afrique. Est-ce si certain?

Dans une entrevue qu'il accordait au quotidien *Le Monde*, la semaine dernière, le directeur d'un prestigieux centre d'études français, Jean-François Bayart, déclarait qu'on assiste actuellement «à un déclin, mais aussi à un rejet de la France» en Afrique. Il en veut pour cause première la politique de visas, «dont la mise en œuvre est très mal ressentie et se traduit par une réorientation des flux de voyageurs à notre détriment». Bayart estime que les étudiants et les intellectuels africains choisissent maintenant le Canada et les États-Unis. «À terme, c'est notre influence, non seulement culturelle, mais encore économique et technologique qui se trouve condamnée», affirme-t-il. Pour le chercheur, «la France n'a plus grand-chose à dire aux Africains d'aujourd'hui. Ne restent que les contrôles policiers et les expulsions».

Dans la même veine, l'hebdomadaire *Courrier international*, consacrait récemment un dossier spécial à la politique africaine de la France. Sous le titre-choc, mais combien sensationnaliste, de *Comment la France a perdu l'Afrique*, le magazine reprend les analyses de la presse internationale, y compris africaine. Ainsi, peut-on lire, un article du *Cafard libéré* de Dakar demandant au gouvernement sénégalais de «reconsidérer nos relations avec la France, qui se sert de notre pays pour la défense de sa langue qui, grâce à l'apport de l'Afrique francophone, est reconnue comme langue de l'ONU».

Les analyses de Bayart et de *Courrier international* apparaissent quelque peu superficielles. En admettant que la France n'a, pour l'instant, plus rien à dire aux Africains ou que ceux-ci devraient changer de politique, il faudrait qu'il y ait un autre interlocuteur ou un autre choix. Or, pour remplacer la France, rien ne se profile à l'horizon. Car si la France recule en Afrique, c'est au profit de qui?

Certainement pas de l'Allemagne et du Japon, qui n'y ont que peu d'intérêts et aucune influence. Encore moins de la Russie, qui ne peut compter exporter quoi que ce soit vers des États maintenant immunisés contre tout ce qui peut venir d'un pays où rien ne semble fonctionner. Pas non plus de la Grande-Bretagne, une puissance qui ne pèse plus depuis longtemps dans les affaires africaines. Il ne reste que les États-Unis. Selon les rumeurs qui circulent, surtout à Paris, les Américains veulent prendre pied en Afrique. Comme s'ils n'avaient jamais été présents sur le continent, comme si ce n'était pas eux qui «avaient installé au pouvoir un certain Joseph Désiré Mobutu», en 1965, écrit avec justesse, *Fraternité-Matin*, un quotidien d'Abidjan.

Si les États-Unis semblent soudainement actifs sur le continent africain, c'est qu'ils accompagnent plus qu'ils ne provoquent le changement. Ils ont su, au cours des dernières années, être du bon côté, tant en Afrique du Sud, qu'en Ouganda, au Rwanda, en Angola, en Éthiopie et maintenant au Zaïre. Ils en retirent maintenant les bénéfices. Toutefois, il n'est pas évident qu'à long terme Washington exercera une influence prépondérante dans cette région du globe. En Afrique, plus qu'ailleurs sans doute, l'influence s'acquiert par la présence militaire. Or, les Américains, pour des raisons linguistiques mais aussi politiques, n'ont aucune volonté de mettre en place des missions de conseillers militaires. Dans ce domaine, la France a une longueur d'avance. Avec plus de 8000 soldats déployés principalement dans six pays et des accords de défense ou de coopération militaire signés avec une vingtaine d'autres, la France aligne un dispositif sans égal sur ce continent.

En plus de sa présence militaire, la France, grâce au contrôle qu'elle exerce sur le franc CFA, qui a cours dans 14 pays, a son statut de fournisseur privilégié de 25 États et à son aide au développement, pèse de tout son poids dans les affaires économiques de l'Afrique.

Enfin, sur le plan diplomatique, la Francophonie lui permet d'exercer une influence qui débordait maintenant sur des États anglophones, lusophones et arabophones du continent.

Certes, la France doit se débarrasser des vieilles méthodes paternalistes qui ont façonné ses relations avec les Africains. Elle doit aussi s'accommoder de la concurrence, toute relative, d'autres puissances et du désir de certains États africains de jouer un plus grand rôle régional. Mais elle reste, pour longtemps encore, numéro un en Afrique.

MÉTÉO

Montréal
Ennuagement.
Pluie en fin
de soirée.
Max: 16 Min: 8

Québec
Ciel variable
Max: 12 Min: 3

Détails, page A 5

INDEX

Agenda B 6 Idées A 7
Annonces B 6 Le monde A 5
Avis publics B 5 Les sports B 5
Culture B 8 Mots croisés B 6
Économie B 2 Planète B 4
Éditorial A 6 Télévision B 7

L'ENTREVUE

James Kudelka: chorégraphe
entre la tradition
et la modernité, page B 1



LE MONDE

Les candidats
à la succession de Major
se bousculent, page A 5

LES ACTUALITÉS

Maladies du cœur: on
confond souvent aspirine
et analgésiques, page A 2

Le PQ prend le contrôle de la machine électorale bloquiste

Gilles Duceppe écarte son directeur de campagne Michel Daviault

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

Saint-Guy — Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, tente de donner un second souffle à sa campagne, en écartant son organisateur en chef, Michel Daviault, et en confiant les commandes au directeur général du Parti québécois Bob Dufour.

Officiellement, M. Daviault, député sortant de la circonscription montréalaise d'Ahuissic, a remis sa démission mais il semble plutôt qu'il ait été sacrifié pour mar-

quer un changement consistant au sein de l'organisation bloquiste. Jusqu'à présent, seuls trois membres de l'organisation occupant des postes relativement mineurs avaient écopé pour les nombreux dérapages de la première semaine de campagne.

«Les conditions n'étaient pas faciles pour tout le monde et on s'est aperçu que M. Dufour pouvait mieux remplir ce travail. [...] Il y avait des ajustements importants à faire. On l'a fait pour les besoins de la cause», a déclaré hier soir M. Du-

VOIR PAGE A 8: PQ

Lire aussi en page A 3

■ La campagne publicitaire du PLC au Québec est presque muette sur la question de l'unité nationale
■ Les élections ne seront pas reportées au Manitoba, a annoncé le directeur général des élections



Essoufflante, cette corvée



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

CE BÉNÉVOLE a ramassé une pleine boîte de verre brisé à l'occasion hier midi de la Corvée du mont Royal, qui en était à sa huitième année. Les 500 acres du parc du mont Royal ont été nettoyés par 350 amis de la montagne durant une journée maussade. Cet écologiste a pour sa part remis au goût du printemps le belvédère du chemin Camillien-Houde, lieu d'observation sur l'est de la métropole.

Les élections fédérales dans l'Ouest canadien

Manning joue sur l'impopularité de la société distincte

Les libéraux planent, les conservateurs ne lèvent pas, le NPD s'accroche

MANON CORNELLIER
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

L'Ouest canadien, avec ses allures de territoire politique à géométrie variable et son sentiment d'aliénation qui s'accroît à l'approche du Pacifique, pourrait être la bougie d'allumage d'un débat sur la société distincte.

Ce n'est pas ce que souhaitent les libéraux, les conservateurs et les néo-démocrates qui ont pris position en faveur de la reconnaissance du caractère distinct du Québec dans la Constitution, mais c'est un argument dont ne se priveront pas les réformistes.

Les politologues Norman Ruff, de l'Université de Victoria, et Peter McCormick, de l'Université de Lethbridge, constatent que les réformistes peuvent faire mal aux autres partis dans cette région qui est farouchement opposée à tout ce qu'elle perçoit comme un statut particulier pour le Québec.

Bien qu'ils en fassent état sur le terrain, les



PRESSE CANADIENNE

Le chef réformiste Preston Manning de passage hier à Brandon, au Manitoba: Brian Mulroney n'est plus là.

VOIR PAGE A 8: MANNING

Hydro-Québec fait des cachotteries

Pour des raisons commerciales, la société d'État gardera dorénavant secret l'état de ses réserves d'eau

LOUIS-GILLES FRANCOEUR
LE DEVOIR

Hydro-Québec a décidé de garder secret l'état de ses réserves d'eau, une information auparavant divulguée au moins deux fois par année afin de permettre au public de juger la gestion des barrages et des réserves d'énergie.

Le refus d'Hydro-Québec de communiquer dorénavant l'état de ses réserves d'eau, par réservoir et par région, a été signifié au *Devoir* le 23 avril par la responsable de la Loi d'accès à l'information, Francine Beaudry, qui est aussi chef des Affaires corporatives d'Hydro-Québec.

Mme Beaudry précise dans sa lettre qu'«en raison du nouveau contexte d'affaires de l'entreprise, ces renseignements sont maintenant considérés comme étant strictement confidentiels».

Les réserves d'eau de la société d'État constituent une donnée fondamentale pour suivre l'état de santé financière d'Hydro-Québec et sa gestion des réserves d'énergie. Au cours de la dernière décennie, Hydro-Québec a vu ses réserves d'eau baisser substantiellement en raison de pluies moins abondantes que prévu. Ce facteur a été invoqué pour justifier certains projets hydroélectriques, qui ont fi-

VOIR PAGE A 8: CACHOTTERIES

• LES ACTUALITÉS •

Maladies du cœur

Aspirine et analgésiques sont bien souvent confondus

Vingt-huit pour cent des analgésiques achetés par les Québécois ne servent en fait à rien pour prévenir les crises cardiaques.

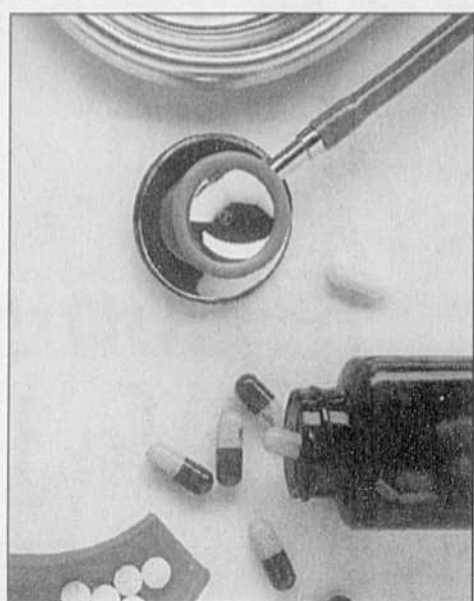
ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR

Depuis dix ans, les vertus protectrices de l'aspirine sur le cœur ne sont plus à vanter, mais des études montrent que certaines personnes ont mal compris le message. Aspirine et analgésique sont confondus, de sorte que 28 % des analgésiques achetés au comptoir par les gens qui pensent faire une fleur à leur cœur n'ont aucun effet sur leur muscle cardiaque.

Voilà du moins ce qui ressort d'une étude réalisée auprès de 500 personnes sur l'usage des analgésiques par les Québécois francophones qui laissent certains médecins paniquer, sinon inquiets. Cela, parce que plus de deux millions de flacons d'analgésiques sont vendus chaque année au Québec, mais pas toujours pour les bonnes raisons, ni aux bonnes personnes.

«Les Québécois sont mal informés sur les médicaments d'usage courant qui se trouvent dans leur armoire à pharmacie. Pourtant aucune médication ne doit être prise à la légère», affirme le Dr Pierre Granger, médecin de famille et professeur adjoint de clinique au département de médecine familiale de l'Université de Montréal.

Plusieurs consommateurs croient à tort que les analgésiques, qu'on gobe le plus souvent pour un vilain mal de tête, ont tous les



ARCHIVES LE DEVOIR

Aspirine, analgésiques?

mêmes vertus que l'aspirine en ce qui a trait à la prévention des maladies cardiaques. Or, seule l'acide acétylsalicylique (AAS), contenu dans l'aspirine, a la faculté de prévenir les caillots sanguins par un effet anti-plaquettaire, rappelle le Dr Granger. «Les gens peuvent avoir un faux sentiment de sécurité», ajoute-t-il.

Mais les plus courants analgésiques, acétaminophène (vendu sous le nom de Tylenol) et l'ibuprofène (Advil et Motrin), ne contiennent pas une trace d'AAS, malgré leurs effets bénéfiques sur la douleur et la fièvre.

Selon le Dr Granger, les effets secondaires

des analgésiques sont aussi sous-estimés, parce que la plupart sont en vente libre.

Ainsi, l'aspirine, à moins d'être enrobée, peut parfois provoquer des douleurs gastriques, voire même des saignements en cas d'ulcère à l'estomac. On déconseille aussi d'administrer l'aspirine aux enfants en raison du rôle qu'elle peut jouer dans l'apparition du syndrome de Reye, une maladie grave du cerveau et du foie. «Certaines personnes ne devraient même pas consommer de l'aspirine. Le pour et le contre doivent être soupesés avec leur médecin. Si les gens ne sont même pas à risque de développer une maladie cardiaque, il n'est peut-être pas non plus utile d'en prendre», affirme le Dr Granger.

L'aspirine utilisée à titre préventif pour les maladies cardiaques doit être ingérée à très petite dose, soit environ 80 milligrammes par jour. La dose recommandée sur le flacon pour soulager les maux de tête est de 325 mg, soit quatre fois cette quantité.

Par ailleurs, les médecins mettent également les consommateurs en garde contre les effets secondaires peu connus de l'acétaminophène, qui ne doit pas être ingéré en même temps que l'alcool en raison de ces effets néfastes sur le foie. On suggère aussi de placer le flacon hors de portée des enfants et des personnes fortement dépressives, car une surdose d'acétaminophène est souvent mortelle, puisqu'elle entraîne une destruction du foie.

Quant à l'ibuprofène, qui entraîne encore plus de risques d'hémorragie que l'aspirine sans avoir d'effets bénéfiques sur le cœur, il doit aussi être consommé avec parcimonie par ceux qui ont l'estomac fragile.

Franc succès!



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

LES FEMMEUSES portent bien leur nom et cette année encore, l'expo-vente organisée par Pratt & Whitney Canada — qui marie la cause des femmes victimes de violence conjugale à celle des femmes artistes — a connu un franc succès. Quelque 7000 passants ont donc fait un saut à Longueuil pour serrer la main aux 64 Femmeuses de la 11^e édition de l'événement pour — qui sait? — repartir avec un tableau, comme ces deux connaisseurs qui ont discuté art avec l'artiste à la rose, Elaine Boily. Cette année, 80 % des 125 œuvres ont été vendues, ce qui permettra d'amasser une cagnotte approchant les 100 000 \$. La moitié de ces profits ira aux Femmeuses elles-mêmes, l'autre à sept maisons d'hébergement pour femmes et enfants victimes de violence situées sur la Rive-Sud.

EN BREF

Fonds de la CSN

(Le Devoir) — Le Fonds de développement de la CSN pour la coopération et l'emploi a réuni 12,4 millions au terme de sa première année d'existence, soit en janvier 1997, et la valeur de l'action est passée de 10 \$ à 10,72 \$. C'est ce qu'a annoncé le président de la CSN vendredi qui souhaite que l'organisme atteigne un actif de 100 millions en l'an 2000. En vertu de la loi, le Fonds devait consacrer sa première année à la capitalisation. On a investi dans des obligations du Québec et d'Hydro-Québec, ce qui est un très bon placement d'autant plus qu'il s'agit d'un placement pour éviter des impôts. Dès 1999 toutefois, 60 % de ce fonds devra être investi en capital de risque.

Requête en déportation

Ottawa (PC) — La Cour fédérale va se pencher cette semaine sur l'univers trouble du terrorisme international, alors qu'elle entendra la requête en déportation d'un homme soupçonné d'avoir pris part à un attentat terroriste en Arabie saoudite. Hani Abdel Rahim Al-Sayegh, arrivé au Canada le 1er août 1996 avec un visa de tourisme, a été arrêté en mars dernier après que les autorités américaines et saoudiennes l'eurent lié à un attentat américain en 1996, tuant 19 soldats et en blessant 400 autres. Il est en détention préventive depuis son arrestation. Cette arrestation a fait suite aux efforts déployés par les services de sécurité canadiens, américains et saoudiens. Le FBI a fait une déclaration officielle remerciant le Canada de sa vigilance et félicitant le gouvernement saoudien de son aide inestimable. Le gouvernement demande la déportation d'Al-Sayegh. Le FBI et l'Arabie saoudite veulent l'interroger.

Soutien au développement

Laval (PC) — L'Association des régions du Québec estime que le projet de Politique de soutien au développement local et régional, du ministre Guy Chevrette, est incomplet puisqu'il est exempt d'une véritable politique de gestion du territoire et ne propose pas de ministre responsable des régions. «Le travail n'est pas terminé!», a lancé le président du Conseil régional de développement de l'Estrie, Janvier Cliche, samedi lors du congrès de l'Association, où les participants ont formulé en atelier des propositions qu'ils souhaitent voir dans le projet de loi. M. Cliche, qui présidait le groupe de travail «Miser sur les complémentarités: Métropole, capitale, pôles régionaux et ruralité», estime qu'il faut «un arrimage entre l'aménagement du territoire et le développement, pour faire en sorte de favoriser une véritable décentralisation». «Qu'on respecte les régions administratives, qu'on les prenne dans leur entier», a-t-il suggéré. M. Cliche a également déploré l'absence de ministre responsable des régions. «Tant qu'à avoir un ministre de la Métropole, pourquoi ne pas avoir 17 ministres régionaux?» a-t-il ironisé. «On ne peut pas avoir un ministre pour la Métropole et un autre pour les régions. À la limite, il pourrait y avoir un ministre des Régions et un ministre délégué à la Métropole.»

Les étiquettes rouges, c'est la vie en rose!



COROLLA SD



228\$ par mois/
location
48 mois*

CAMRY CE



359\$ par mois/
location
48 mois*

Mais on vous laisse le choix
Comptant** Mensualités
ou échange équivalent

0\$	359\$
1500\$	322\$
3000\$	286\$

Ou financement à l'achat
de 4,8%¹

Programmes de location ou d'achat de Crédit Toyota sur approbation du crédit. Valables pour les modèles 1997 neufs, loués et livrés avant le 31 mai 1997. Frais d'immatriculation, d'enregistrement, d'assurance et taxes en sus. *Location-bail pour la Corolla SD BA01EM-BA et le Camry CE BG22KP-BA. Premier versement et dépôt de garantie de 275 \$ (Corolla) et de 425 \$ (Camry) exigés au moment de la livraison du véhicule. Basés sur un maximum de 95 000 km. Des frais de 0,07 \$/km (Corolla), 0,10 \$/km (Camry) s'appliquent pour les kilomètres excédentaires. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. Photos aux fins de présentation. ** Taxes en sus. ¹Offre de financement de 4,8 % de Toyota Crédit Canada Inc., sur approbation de crédit, valable uniquement pour les modèles Camry 1997. Détails chez votre concessionnaire Toyota participant.

Votre concessionnaire



TOYOTA

T U M ' É P A T E R A S T O U J O U R S !

BOUCHERVILLE
Toyota Dorval
555-2550

CHÂTEAUGUAY
Châteauguay Toyota
696-1200

JOLIETTE
Joliette Toyota
759-3449

LAVAL
Villiers Lexus Toyota
668-2710

MONTRÉAL
Chassé Toyota
527-3411

MONTRÉAL
Toyota Fire IX
329-0909

ST-HYACINTHE
Angers Toyota
774-9191

STE-AGATHE
Toyota A
326-1044

SOREL
Automobile
Pierre Lefebvre
742-4596

TROIS-RIVIÈRES
Trois-Rivières Toyota
374-5323

VALLEYFIELD
G. Couillard
Automobiles
373-0850

VERDUN
Woodward Toyota
761-3444

THURSDAY
Auger Frère
985-2218

SHAWINIGAN
Maurice Toyota
539-8393

ST-LÉONARD
St-Léonard Toyota
252-1373

ST-EUSTACHE
Toyota St-Eustache
473-1872



LE DEVOIR

ÉLECTIONS 1997

Messages publicitaires

De la guerre au Vietnam à la politique canadienne

PIERRE O'NEILL
LE DEVOIR

À l'aube de cette nouvelle campagne électorale, l'heure est à la discrimination positive. La gent féminine a répondu à l'appel et y sera largement représentée.

Une autre dimension du plan d'action des partis consiste à recruter de nombreux candidats issus des communautés ethno-culturelles. À ce chapitre, libéraux et conservateurs font la leçon aux dirigeants du Bloc québécois.

L'examen des notes biographiques des protégés de Jean Charest a permis de porter attention à un cas intéressant. D'origine vietnamienne, Thanh Kiet Ngo portera les couleurs du Parti conservateur dans la circonscription de Brossard-Laprairie, sur la rive-sud du Saint-Laurent. Il aura comme adversaires, le libéral Jacques Saada et la bloquiste Françoise Bélanger.

Détenteur d'une maîtrise en Lettres de l'université de Haute Bretagne, Thanh Kiet Ngo a été chargé de cours en «gestion des organismes sans but lucratif» à l'université du Québec à Montréal.

Thanh Kiet Ngo avait à peine douze ans quand il a vécu, avec sa famille, les plus cruels épisodes de la guerre du Vietnam. Il est arrivé au Québec en 1985. Le mémoire de sa maîtrise de lettres avait pour sujet: «*Around the Vietnam war*», alors que la thèse qu'il est en train de rédiger en vue de l'obtention d'un doctorat de l'université de Sherbrooke porte sur «*Le cinéma américain et la guerre du Vietnam*».

Contrairement à ce que pourrait suggérer son cheminement, Thanh Kiet Ngo n'est pas un gauchiste, a-t-il précisé dans une entrevue au *Devoir*. Il croit même que le Canada devrait prendre le leadership du néo-libéralisme dans le monde. Préoccupé par la crise d'unité nationale, il déplore la mort de Meech et souhaite la mise en œuvre du projet de fédéralisme décentralisé prôné par le PC.

La refonte de la carte électorale a remanié les frontières de la circonscription de Brossard-La Prairie, dont les électeurs avaient élu un bloquiste en 1993. Aujourd'hui, la transposition du vote montre que cette circonscription est maintenant accessible aux trois partis.

Les frères Paradis

Dans une vingtaine de circonscriptions électorales, et peut-être davantage, les organisations du PLQ ont décidé d'appuyer les conservateurs plutôt que les libéraux fédéraux.

Dans Brôme-Missisquoi, Denis Paradis ne fera pas figure d'orphelin et sera entouré de toute sa famille, y compris son frère Pierre, qui représente sensiblement le même électorat à l'Assemblée nationale.

Cela dit, la culture politique de ce territoire électorale diffère du provincial au fédéral. L'histoire enseigne que la domination des bleus n'y fut que ponctuellement interrompue. Dans les années 70, alors que le PC vivait une sombre période de son existence, Brôme-Missisquoi a persisté à élire Heward Grafey à la Chambre des communes. Sous Brian Mulroney, c'est Françoise Bertrand qui y fut la députée du PC jusqu'à la victoire du candidat bloquiste aux générales de 1993.

Elu à la faveur de la partielle de 1995, Denis Paradis s'esclaffe de rire quand on lui parle de la remontée des bleus. Il ne la voit pas et n'y croit pas. D'ailleurs, il aime bien rappeler que lors de la partielle de 1995, Jean Charest a fait campagne pour son candidat Guy Lever, qui avait recueilli à peine 1100 voix. Mais attention, cette fois-ci, Denis Paradis affrontera un redoutable adversaire en Claude Boulard, un collaborateur de JoJo Savard.

L'héritage de Benoît Tremblay

Dans les circonscriptions où le député du Bloc ne sollicite pas de renouvellement de mandat, le processus de sélection du nouveau candidat porte souvent le germe de la division. Ça devient un incontournable foyer de tensions entre péquistes et bloquistes. Quand, en février dernier, Benoît Tremblay a fait savoir qu'il ne voulait plus être député de Rosemont, tous ceux qui nourrissaient des velléités le savaient depuis longtemps et s'y préparaient depuis des mois. Surtout Bernard Bigras, qui fut jusqu'à tout récemment l'attaché politique de la ministre-députée péquiste Rita Dionne-Marsolais.

À l'assemblée d'investiture, il a été élu par la mince majorité de 45 voix contre Jacques Saint-Louis, qui était lui-même de la commission juridique du Bloc. Et pourtant, Bigras avait l'appui de Benoît Tremblay, qui a écrit une lettre aux militants de l'extérieur, recrutés à la dernière minute, les invitant à rester chez eux.

L'épisode laissera des séquelles mais l'avenir politique de Bernard Bigras n'en sera pas menacé. Agé de 27 ans, formé à la faculté des sciences économiques de l'université de Montréal, il est assuré d'être élu député de Rosemont le 2 juin prochain, une circonscription que le Bloc a remportée avec une majorité de 17 000 voix en 1993.

Pas de cadeau pour Mme Bakopanos

LE DEVOIR

En tournée à Montréal vendredi dernier, le premier ministre Jean Chrétien s'est félicité de compter 81 femmes sur sa liste de candidats. Parmi elles, la députée sortante de Saint-Denis, Eleni Bakopanos, chez qui il a fait un saut en fin de matinée. Le sort réservé à cette candidate soulève toutefois des questions sur la place que M. Chrétien veut faire aux femmes de son équipe. Même si elle représentait une circonscription sûre, Mme Bakopanos a fait son travail de députée avec dévouement, a bâti une équipe solide et a gagné l'estime de ses électeurs. Le redécoupage de la carte électorale est venu tout bouleverser. Les frontières de quatre circonscriptions ont changé et la circonscription voisine, celle de Pierre Pettigrew, a disparu. Ce monsieur étant ministre, on lui a donné la nouvelle circonscription de Papineau-Saint-Denis et transféré Mme Bakopanos dans la circonscription plus difficile d'Ahuntsic, actuellement détenu par le Bloc.



Thanh Kiet Ngo



Denis Paradis



Bernard Bigras

Les libéraux contournent la question de l'unité nationale au Québec

Le slogan, «Agir ensemble», évoque la construction d'une économie forte pour le bien des générations futures

Même si son Livre rouge fait de l'unité nationale «l'engagement principal» du gouvernement, le Parti libéral fédéral du premier ministre Jean Chrétien contourne soigneusement cette question dans l'ensemble des messages publicitaires qu'il présentera aux Québécois francophones au cours des trois prochaines semaines.

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
LE DEVOIR

Dévoilé presque simultanément par l'équipe québécoise des conservateurs, le seul et unique message télévisuel du chef Jean Charest promet de son côté «le respect et la prospérité des Québécois au sein du Canada» grâce aux effets d'un «nouveau partenariat», mais là s'arrête l'allusion à la question nationale.

Le ministre fédéral du Travail, Alfonso Gagliano, a donc présenté hier une poignée de capsules destinées à la télévision et dont le contenu est essentiellement à caractère économique. Avec l'assainissement des finances comme moteur principal de son discours, M. Chrétien fait brièvement référence à la réalité du Québec au sein du Canada.

«Si je demande votre appui, c'est parce que je veux m'assurer qu'on va faire les bons choix pour l'avenir et que tout le monde va en profiter», explique Jean Chrétien, mis en vedette dans l'ensemble des messages. Et surtout, je veux m'assurer que le Québec aussi en profite pleinement. C'est ça notre engagement.» Dans une autre capsule, le chef libéral enjoint au Québec de «participer» afin de pouvoir en «profiter».

Le ministre Gagliano y voit un message d'unité «clair». «On dit que le Québec est une société distincte, alors à partir de ça on a créé de toutes pièces une campagne de publicité [pour le Québec] et dans le message du premier ministre, c'est clair qu'on veut que le Québec participe entièrement à l'intérieur du gouvernement et du pays.»

La campagne québécoise, confiée à un groupe de six agences de publicité et dont le budget s'élève à 1,4 million, a été créée indépendamment de celle qui sera diffusée à travers le reste du pays. Le slogan, «Agir ensemble», évoque la construction d'une économie forte pour le bien des générations futures.

À travers les capsules, Jean Chrétien revient à plusieurs reprises sur les «sacrifices» consentis pas les Canadiens au cours des dernières années. «Je sais que les Canadiennes et les Canadiens ont fait bien des sacrifices au cours des dernières années. Mais on a réussi à redresser nos finances.»

Stéphane Dion est muet

Les ministres Lucienne Robillard, Paul Martin, Martin Cauchon, Pierre Pettigrew, Alfonso Gagliano et Allan Rock prennent la parole dans quelques-uns des messages mais le ministre Stéphane Dion, responsable des Affaires intergouvernementales et donc des relations avec le Québec, ne dit



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Dévoilement, hier en conférence de presse, des messages publicitaires du Parti libéral fédéral.

mot. Les responsables de la campagne promettent toutefois que d'autres messages, à venir, lui offriront sans doute une certaine tribune.

Chez les conservateurs de Jean Charest, qui ont concocté un seul message de 30 secondes, on a choisi de faire le lien entre la défaite cuisante de 1993 et la lancée vers l'avenir. «Aux dernières élections, vous nous avez passé un message clair, affirme le chef d'entrée de jeu. Nous l'avons entendu et bien compris. [...] Il faut penser à l'avenir maintenant. Avec un nouveau partenariat, nous croyons sincèrement au respect et à la prospérité de tous les Québécois au sein du Canada. Il suffit de faire le bon choix.»

C'est à l'équipe québécoise des communications, Johanne Desjardins en tête, qu'on a confié le mandat de produire la publicité destinée aux francophones du Québec. Il en aura coûté 15 000 \$ pour la production de cette annonce en plus d'un demi-million pour en assurer la diffusion. Au cours de la semaine, d'autres messages seront dévoilés, destinés ceux-ci aux publics anglophones et francophones du reste du Canada, mais aussi aux Québécois anglophones.

Quant au Bloc québécois, que le premier ministre Jean Chrétien écorche au passage à la fin de l'un de ses messages [...] mais si on va au parlement seulement pour bloquer, [...]

ça fait des bons discours, mais ça ne donne pas beaucoup de résultats), il a présenté le contenu de sa campagne samed.

Dans une facture à caractère «poétique», de l'aveu de la directrice de la publicité du parti Carole Lavallée, les premiers messages bloquistes insistent davantage que libéraux et conservateurs sur les clin d'œil québécois. Parmi les images de députés bloquistes attaquant les libéraux à la Chambre des communes, d'autres images, de citoyens, de paysages, qui respirent le Québec.

Chez les libéraux cependant, le grand public brille par son absence: sur l'ensemble des capsules, l'on voit et entend une citoyenne canadienne à une seule reprise: «Il y a tellement de choses à faire!», s'exclame-t-elle avant qu'une série de ministres ne fassent l'énumération des réalisations libérales projetées.

La diffusion de tous ces messages commençait hier et les partis ont la liberté d'en présenter de nouveaux au fil de la campagne et au gré des événements.

Élections au Manitoba

Kingsley donne le feu vert

PRESSE CANADIENNE

Winnipeg — Le directeur général des élections du Canada a loué la force de caractère des Manitobains en annonçant que les élections fédérales du 2 juin se dérouleront tel que prévu dans toutes les régions de cette province ravagée par les inondations.

«Après mûre réflexion, j'ai conclu que la tenue d'élections générales ne sera pas irréalisable à ce moment dans toutes les circonscriptions manitobaines», a déclaré Jean-Pierre Kingsley lors d'une conférence de presse tenue hier.

M. Kingsley s'est rendu en fin de semaine au Manitoba, où il a rencontré le premier ministre Gary Filmon, quelques candidats et des représentants de l'armée. Au moins 10 des 14 circonscriptions fédérales de la province ont été inondées, dont trois gravement.

«Je ne m'en suis pas tenu aux strictes exigences de la loi [...] J'ai constaté que les Manitobains faisaient preuve d'une force de caractère peu commune», a dit M. Kingsley.

Au moins 25 000 personnes ont dû quitter leur foyer en raison des inondations, qualifiées de pires du siècle.

Pendant que les habitants du sud du Manitoba attendent que les eaux se retirent pour entreprendre d'importantes opérations de nettoyage, les régions situées au nord de Winnipeg restent en état d'alerte en se préparant au pire.

M. Kingsley aurait pu recommander de différer le scrutin de 90 jours dans les circonscriptions touchées par cette catastrophe naturelle. La loi prévoit que lorsque l'élection est reportée, elle doit être déclenchée à nouveau moins de trois mois après la date prévue initialement, et que la campagne doit durer au moins 36 jours après le déclenchement de l'élection.

La décision finale revient au cabinet, mais le premier ministre Jean Chrétien a fait savoir qu'il se conformerait à la recommandation de M. Kingsley.

Le ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, qui est résident de Winnipeg, a qualifié la décision de M. Kingsley de «sage et juste».

Le chef du Parti réformiste, Preston Manning, a réclamé une rencontre entre M. Kingsley et les chefs de partis afin «d'examiner cette décision incroyable».

Le seul député réformiste du Manitoba, Jake Hoeppner, dit que M. Kingsley et les libéraux abandonnent les Manitobains. «On peut imaginer ce qui se passerait si l'inondation était causée par le Saint-Laurent ou la rivière Outaouais», a-t-il lancé.

Le chef conservateur Jean Charest a déclaré à Prince Albert, en Saskatchewan, qu'il aurait préféré que l'élection soit différée dans les circonscriptions inondées. «Je pense que la situation a évolué à ce point», a-t-il dit.



Jean-Pierre Kingsley



NOUVEAUTÉ

ÉTAPES D'APPRENTISSAGE DU FRANÇAIS

En quatrième secondaire
Ninon Carmant
392 pages, 15,80 \$

La nouvelle littérature relève du genre romanesque dont elle a toutes les caractéristiques. Comme le roman, elle est le récit de faits réels ou fictifs (mais vraisemblables), ordinairement tragiques et généralement inconnus. De là vient l'appellation de nouvelle, dans le sens journalistique du terme.

À la vérité, la nouvelle littéraire est un récit imagé, «bref et concentré», qui vise à donner «l'impression de la réalité». Elle se situe entre le roman et le conte. Ce qui la distingue du conte, c'est l'exclusion du merveilleux. Ce qui la distingue du roman, c'est son étendue. Alors que le roman retrace l'évolution des personnages dans le temps, la nouvelle, «simple et brève» met en lumière un seul aspect du personnage. Elle se lit d'un trait, ne comporte pas de divisions en chapitres ou en parties, comme la plupart des romans.

Drame d'une grande densité, la nouvelle littéraire exige concision, netteté, une parfaite maîtrise de la langue et un grand talent de narrateur.

LIDEC inc.
4350, avenue de l'Hôtel-de-Ville
Montréal (Québec)
H2W 2H5
Téléphone: (514) 843-5991
Télécopieur: (514) 843-5252
Adresse internet:
http://www.lidex.qc.ca



Pour choisir entre le bleu, le rouge, le vert et le chamarré... aux élections fédérales du 2 juin prochain, lisez un ouvrage essentiel :

HISTOIRE DE DEUX NATIONALISMES AU CANADA

de
Maurice Séguin
482 pages
23,95 \$Texte établi, présenté et annoté
par
Bruno Deshaies, historienOuvrage publié dans la collection
BIBLIOTHEQUE D'HISTOIRE
d'ANDRÉ LEFEBVRE
professeur titulaire, Université de Montréal

Photo: Tatiana Démentoff-Séguin, 1962

Maurice Séguin (1918-1984) a enseigné l'histoire du Régime britannique au Canada (1760 à nos jours) au Département d'histoire de l'Université de Montréal. Il était titulaire de la chaire Lionel-Groulx. Il fut longtemps secrétaire de l'Institut d'histoire de l'Amérique française. Dès 1946, il a proposé une interprétation nouvelle de l'histoire des deux Canadas et révolutionné l'historiographie tant canadienne-française que canadienne-anglaise en rompant radicalement avec les conceptions de tous ses prédécesseurs. Encore aujourd'hui, il demeure un historien de l'avenir tant par sa conception de l'histoire que par son analyse lucide du fédéralisme et des nationalités.

GUÉRIN, éditeur ltée
4501, rue Drolet Montréal (Québec) H2T 2G2
Téléphone: (514) 842-3481 Télécopieur: (514) 842-4923
Adresse Internet: http://www.guerin.qc.ca

• LES ACTUALITÉS •

Béatification tzigane



ASSOCIATED PRESS ANDREW MANDICHINI

GRANDE première pour l'Église catholique: le pape Jean-Paul II a procédé hier à la béatification d'un Tzigane, disant de lui qu'il était un symbole de l'harmonie entre les peuples et les cultures. Plusieurs milliers de Tziganes venus de toute l'Europe ont assisté sur la place Saint-Pierre à la messe de béatification pour Ceferino Jimenez Malla et quatre autres personnes. Le Tzigane avait été exécuté en 1936 à l'âge de 75 ans par les forces républicaines pendant la Guerre d'Espagne. Il avait refusé de renier sa foi. Ceferino Jimenez Malla dit «El Pelé» a tout fait pour «l'harmonie et la solidarité entre les Tziganes, et a joué les médiateurs entre Tziganes et non-Tziganes», a dit le pape dans son homélie. Depuis le début de son pontificat en 1978, Jean-Paul II a béatifié 768 personnes et en a canonisé 276, soit plus que tous les autres papes du XX^e siècle réunis.

Prix mondial de la liberté de la presse

Une journaliste chinoise honorée

LE DEVOIR

Le prix mondial de la liberté de la presse, décerné cette année par l'UNESCO pour la première fois, ira à la journaliste chinoise Gao Yu. Le prix porte le nom d'un journaliste colombien assassiné en 1986 à la porte de son journal (*El Espectador*), Guillermo Cano; il a été remis à Bilbao samedi par le directeur général de l'UNESCO, Federico Mayor — en plus d'une bourse de 25 000 \$, la bénéficiaire reçoit une sculpture d'Edgar Negret, artiste colombien.

Gao Yu a aujourd'hui 53 ans. Elle a débuté comme journaliste en 1979 au China News Service et fut arrêtée une première fois en 1989 à la suite des événements de la place Tiananmen; elle fut relâchée après 14 mois en raison de sa santé précaire. Mme Yu fut de nouveau arrêtée

en octobre 1992 et condamnée un an plus tard à six ans de prison pour «divulgaration de secrets d'État».

La cérémonie au cours de laquelle sera remis le prix UNESCO/Guillermo Cano coïncide avec la Journée internationale de la liberté de la presse et se tient dans une ville, Bilbao, où une centaine de journalistes sont réunis durant quatre jours, à l'invitation de la Fédération internationale des journalistes (FIJ), pour discuter du thème *L'heure de la tolérance — le journalisme et le défi du racisme*.

Le prix que recevra Gao Yu est destiné à honorer «une personne, une organisation ou une institution qui s'est distinguée dans la défense et la promotion de la liberté de la presse, où que ce soit dans le monde, surtout si, pour ce faire, elle a assumé des risques ou souffert des torts».

La Lièvre atteint son débit maximum

LE DEVOIR

Le débit de la Lièvre a enregistré une forte poussée à 545 mètres cubes à la seconde samedi en fin de soirée mais le maintien d'une température froide permettait de penser hier que la rivière avait atteint son débit maximum.

Le maire de la ville de Mont-Laurier, Jacques Brisebois, a d'ailleurs émis un communiqué de presse pour

annoncer que le débit de la rivière avait baissé à 529 mètres cubes à la seconde hier en début d'après-midi. Une nouvelle évaluation de la situation devrait être faite ce matin mais les autorités municipales pensaient hier que les conditions étaient en train de s'améliorer. Des citoyens de Ferme-Neuve, de l'Annonciation et de Sainte-Anne-du-Lac ont également été évacués.

Détérioration des routes du Québec

La Transcanadienne, un désastre

Les routes du Québec se détériorent grandement car leurs fondations sont entièrement à refaire. Aux États-Unis, on s'interroge sur le design de la génération des routes construites durant les 20 dernières années et on s'apprête même à adopter le design d'une nouvelle fondation valable pour 50 ans.

JEAN CHARTIER
LE DEVOIR

Ce sera plus économique à long terme de procéder de cette manière, explique Yves Mailhot, l'ex-président de l'Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec. Les Américains envisagent de disposer deux pieds de fondation à leurs autoroutes, au lieu d'un, selon ce directeur du comité de financement des infrastructures de l'ACRGQ qui a réalisé une étude sur la situation des routes québécoises récemment.

De son côté, l'Association des constructeurs de routes du Canada vient d'afficher une série de panneaux intitulés *La Transcanadienne... Un désastre! Appelez votre député fédéral*. Ces panneaux payés par la Coalition pour le renouvellement des infrastructures au Canada ont été posés à Dorval sur la Transcanadienne et près des raffineries dans l'est de Montréal sur l'autoroute 40.

René Brassard, directeur général de l'Association au Québec, précise que cette campagne a été fort modérée à Montréal en raison du programme supplémentaire de 80 millions annoncés par le ministre des Finances dans son dernier budget.

Les trois tronçons

La conjoncture québécoise diffère de celle des autres provinces à l'est du Canada. «Bien sûr, il reste le tronçon de Rivière-du-Loup au Nouveau-Brunswick à terminer et celui de la Transcanadienne qui permettrait aux camions d'éviter Montréal pour se rendre directement en Ontario en arrivant de l'est du Québec et des Maritimes».

Ce sont les retards au prolongement de la Transcanadienne sur la Rive-Sud en direction de Valleyfield qui indisposent cette association. Le directeur considère qu'un tronçon de la Transcanadienne devrait aussi être construit de Chicoutimi à Québec.

À l'automne une commission doit siéger à propos de cette question à Ottawa. «Notre lobby espérait des sommes en dehors du programme des infrastructures», dit René Brassard. Mais à la suite du budget Landry, le lobby a décidé de mettre la pédale douce car les routes sont jugées de compétence provinciale par la population. «Les gens ne comprennent pas», dit-il.

«Le réseau national de la Transcanadienne est à peu près achevé, sauf à Terre-Neuve et au Nouveau-Brunswick. Et nos démarches ne visent pas nécessairement la construction de la route TransLabrador.» Par conséquent,

il a collaboré au programme national à un rythme moins fort que dans d'autres provinces.

Le débat

Pendant ce temps, la construction des autoroutes fait l'objet d'un grand débat aux États-Unis dans la revue de l'industrie *Construction Equipment* publiée à Denver au Colorado. Celle-ci a entrepris une série intitulée *America Rethinks The 20 year Highway Design* dans laquelle elle réexamine la question à l'échelle des autoroutes à reconstruire dans les États-Unis.

L'ACRGQ a déjà présenté un mémoire au ministre des Transports, Jacques Brassard, en août 1996, afin de souligner que les routes nationales construites dans les années 1930 au Québec ne sont plus adéquates pour le trafic actuel et le passage des camions. Toutes les routes nationales et secondaires sont à refaire, estime d'ailleurs Yves Mailhot.

Le président de Pavages Maska, une compagnie de Saint-Hyacinthe qui a des filiales à Bedford et à Saint-Jean Baptiste de Rouville, explique que les routes ont été construites sur quatre pouces de granula et sur du sable de mauvaise qualité dans les années de crise ou même dans les années cinquante.

«Ce n'est pas le secret de la bombe atomique, une route de bonne qualité; il faut enlever l'eau de la fondation, sinon il y a des bosses; c'est nécessaire de sortir complètement l'eau des fondations. La couche d'asphalte, ça n'est pas le plus important.»

L'exemple de Boucherville

Il donne, comme exemple de route désuète, l'autoroute transcanadienne construite en 1960 et l'autoroute des Cantons de l'Est tracée en 1964, avec les normes de l'époque. «Ce n'est pas pire qu'ailleurs. C'est la même chose partout au Canada. Idéalement, il faut enlever tout ça et recommencer. Elle est mauvaise la Transcanadienne. Ça fissure, ça craque de partout.»

En arrivant des routes nationales des États-Unis, on voit que les routes s'adaptent à la 15 ou à la 55. Mais il faut faire plus. La Transcanadienne, à la sortie du pont-tunnel Hippolyte-Lafontaine, fut conçue en 1960 avec un autre trafic.

Il y a davantage de voies sur l'autoroute des Laurentides. «C'est anormal d'avoir deux voies sur la principale autoroute et trois sur l'autoroute des Laurentides. Ça fait 15 ans que c'est dans les budgets [du ministère des Transports] mais il n'y a pas d'argent.» Alors, l'autoroute reste inappropriée à Boucherville. «Notre principale artère au Québec est inadéquate. On a sous-investi pendant cinq ans. Alors, la route s'affaiblit, elle se brise.»

Il faudrait investir 600 millions par an dans les routes. On a dépensé 283 millions en 1996-1997 et on dépensera 80 millions en plus cette année. L'objectif de Québec vise 600 millions en l'an 2000; entre-temps le réseau se détériore.

Cantin, un cinéaste en rogne

ODILE TREMBLAY
LE DEVOIR

La semaine dernière, le cinéaste Roger Catin faisait parvenir aux médias une longue missive envoyée aussi aux distributeurs, producteurs, institutions, etc. Cette épître venait commenter amèrement l'échec en salle de son film *La Vengeance de la femme en noir*.

Rappelons que cette comédie — une suite à *L'assassin jouait du trombone* sorti cinq ans plus tôt — lancée sur 21 écrans du Québec le 28 mars dernier, ne récoltait que 19 839 \$ en recettes au guichet la première semaine, 4646 \$ la deuxième avant d'échouer sur trois écrans, puis sur un seul au bout d'un mois et de se voir balayé par le mauvais vent qui soufflait sur lui.

Dans sa lettre, Roger Catin impute la responsabilité de la débâcle avant tout à son distributeur Allegro Film Distribution, désormais fusionné avec Coscient-Astral Distribution. Il reproche à Allegro un lancement bâclé, une sortie de film mal préparée, voire un manque d'enthousiasme, sinon de foi. Affiche aux couleurs ternes, pas de site Internet ni de céderom, une première au Loews de l'avis de Roger Catin mal organisée, sans éléments promotionnels.

À Québec à la première, la qualité du son aurait été défectueuse. Ajoutez à la liste des griefs des vedettes du film absentes des *talk-shows*, à Montréal des projections au cinéma



Roger Catin

Loews qui ne présente pratiquement jamais de films francophones, etc.

«En conclusion, le lancement de *La Vengeance de la femme en noir* a été bâclé du début à la fin. Jamais on n'y a mis le temps, le travail, la réflexion nécessaire», conclut le cinéaste dans sa missive. «J'espère qu'en plus, on ne va pas maintenant succomber à la tentation facile d'accuser le film pour l'échec du lancement. Ce serait trop injuste! Et trop facile! *La Vengeance* n'a jamais eu la moindre chance, la promotion était tellement inefficace

que dès le premier soir, personne ne s'est déplacé.»

Evidemment du côté de Coscient-Astral, on tient un autre discours. André Paquette, vice-président à la distribution et au marketing, trouve ces accusations bien excessives et les met sur le compte de la déception, de l'amertume.

Le distributeur s'explique mal l'ampleur du naufrage de *La Vengeance de la femme en noir*, précise être en analyse *a posteriori* sans avoir percé tous les mystères de l'écrasement du film. «Une chose est certaine, après avoir investi des centaines de milliers de dollars dans ce film, on n'a pas eu envie de le tirer par les fenêtres en baclant volontairement notre travail pour perdre de l'argent.»

Le distributeur refuse d'engager un débat avec le cinéaste, dont il diffusera aussi le prochain film *Matusalem 2*, comme il refuse de chercher à réfuter point par point les accusations que Catin lui adresse. «Mais la lettre renferme plusieurs inexactitudes et ne respecte pas toujours les faits», précise le distributeur.

Echec d'un film lancé en trop grand nombre de copies et qui ne ciblait pas bien son auditoire? Ou raté de sa mise en marché? Sans doute l'un et l'autre. Quoi qu'il en soit, ce triste épisode montre à quel point les facteurs d'un succès ou d'un échec sont difficiles à cerner à l'heure de la sortie d'un film, à quel point également les créateurs s'en sentent lésés.

COLLOQUE

Isabelle Quentin

LE MARKETING D'UN SERVICE D'ARCHIVES : UN ÉLÉMENT MOTEUR D'UNE MÉMOIRE COLLECTIVE À LA PORTÉE DE TOUS

STCUM

Le 6 mai

Brigitte Pageau : (514) 761-1244

Suzanne Girard tentera de démontrer le bien-fondé d'inscrire la promotion parmi les activités d'un service d'archives. Cette approche permet non seulement d'améliorer la visibilité du service auprès de sa clientèle actuelle et potentielle mais, à terme, elle constitue l'élément moteur d'une mémoire collective à la portée de tous.

L'ACCUEIL INCONDITIONNEL DES COUPLES DANS L'ÉGLISE

Église Notre-Dame de Grâce

(sous-sol)

Le 8 mai à 19h30

Information : (514) 369-1535

L'Église catholique romaine a édicté des règles assez sévères pour la réinsertion des divorcés remariés dans les rites eucharistiques. De même, les unions libres ne sont pas reconnues par l'Église. Pourtant, certains chrétiens voient les choses autrement. Odette Mainville, professeur de théologie, et Richard Guimont, dominicain, animeront cette discussion.

DE L'INTERCULTUREL À LA CITOYENNETÉ

Musée McCord

Le 9 mai

Diane Roy : (514) 276-8883

Le saviez-vous? Nous vivons actuellement au Québec une mutation des politiques concernant l'accueil et l'intégration des immigrants. Ces nouvelles orientations indiquent-elles une modification dans la manière d'appréhender les relations entre les individus? Au delà du changement de nom, qu'en est-il?

LA JEUNESSE

AU CARREFOUR

UQTR

Les 12 et 13 mai

Marc Molgat : (514) 841-4010

Où commence la jeunesse? Où se termine-t-elle? Comment définir ce groupe? À partir de catégories d'âge, de rites de passage, d'effets de période, de comparaison entre les générations, de mécanismes internes de constitution d'une identité adulte? Quelle est la place des jeunes dans notre société?

LA SCIENCE PARLE FRANÇAIS

UQTR

Du 12 au 16 mai

ACFAS : (514) 849-0045

ou <http://www.acfas.ca>

L'Association pour l'avancement des sciences (ACFAS) présente cette année encore son colloque de colloques... Il y en a tant qu'il est impossible de vous les présenter. Mais informez-vous! C'est toujours un événement d'une grande richesse où chercheurs du monde entier, mais bien évidemment de chez nous aussi, nous livrent les résultats de recherches souvent étonnantes, toujours passionnantes.

COMMUNITY ACTION

RESEARCH : THE MUNICIPAL

ALCOHOL POLICIES

EXAMPLE

Université de Montréal

Le 16 mai

GRASP : (514) 343-6193

Le Groupe de recherche sur les aspects sociaux de la santé et de la prévention (GRASP) vous invite à une conférence donnée par Louis Gliksmann. Il y présentera les résultats d'expérimentations menées dans quelques municipalités ontariennes, visant à réduire les effets adjacents à la consommation d'alcool lors de festivités et de rencontres publiques.

Pour joindre l'auteure : iquentin@sim.qc.ca

loto-québec

Tirage du 97-05-03	
6/6	1
5/6+	11
5/6	270
4/6	17 225
3/6	310 167
GAGNANTS	
2 8 16 31 34 36	2 301 365,20 \$
	62 764,50 \$
	2 045,60 \$
	61,40 \$
	10 \$
Numéro complémentaire: 13	
Ventres totales: 17 120 890 \$	
Prochain gros lot (approx.): 2 100 000 \$	

Tirage du 97-05-03	
6/6	0
5/6+	0
5/6	55
4/6	1 556
3/6	17 051
GAGNANTS	
3 6 16 26 31 36	1 000 000,00 \$
	10 571,50 \$
	320,30 \$
	21,10 \$
	5 \$
Numéro complémentaire: 34	
Ventres totales: 526 492 \$	
Gros lot à chaque tirage: 1 000 000 \$	

Tirage du 97-05-02	
6/6	1
5/6+	1
5/6	88
4/6	5 291
3/6	112 650
2/6	104 949
1/6	946 396
GAGNANTS	
7 24 26 30 40 44 46	12 000 000,00 \$
	261 006,80 \$
	2 595,20 \$
	154,10 \$
	10 \$
	10 \$
	particip. gratuite
Numéro complémentaire: 42	
Ventres totales: 13 978 516 \$	
Prochain gros lot (approx.): 2 500 000 \$	
Prochain tirage: 97-05-09	

Tirage du 97-05-03	
6/6	1
5/6+	1
5/6	88
4/6	5 291
3/6	112 650
2/6	104 949
1/6	946 396
GAGNANTS	
8 896 10	100 000 \$
896 10	1 000 \$
96 10	250 \$
6 10	50 \$
10	10 \$
0	2 \$
Numéro complémentaire: 42	
Ventres totales: 13 978 516 \$	
Prochain gros lot (approx.): 2 500 000 \$	
Prochain tirage: 97-05-09	

TVA, le réseau des tirages
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets.
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

AVIS AU PUBLIC

CHAMPS DE TIR GARNISON DE L'ESTRIE (FARNHAM), QUÉBEC

Des exercices de tir aux armes portatives se poursuivront de jour et de nuit aux champs de tir de la garnison de l'Estrie jusqu'à nouvel ordre.
Ce champ de tir se trouve sur une propriété du MDN, située à l'intérieur de la garnison de l'Estrie, sur la rive gauche de la rivière Yamaska, à environ 2,8 km au nord-ouest de Farnham. Il est possible d'obtenir un plan détaillé des champs de tir en s'adressant au Chef du Génie construction de la BFC Montréal.

Tous les chemins, routes et voies d'accès à la zone de la garnison indiqués par des affiches libellées en français et en anglais, interdisant l'entrée dans la zone.

MUNITIONS ET EXPLOSIFS ÉGARÉS

Les bombes, grenades, obus et autres engins explosifs analogues constituent un danger. Ne ramassez pas ces objets et ne les gardez pas comme souvenirs. Si vous avez trouvé ou si vous avez en votre possession un objet que vous croyez explosif, prévenez la police de votre localité, qui prendra les mesures nécessaires.

Il est interdit à toute personne non autorisée de pénétrer dans la zone ci-dessus.

PAR ORDRE

Sous-ministre
Ministère de la Défense nationaleOTTAWA, CANADA
17630-77

Canada

AVIS AU PUBLIC

CHAMP DE TIR DE SAINT-BRUNO

Jusqu'à avis contraire, il y aura des exercices de tir de jour et de nuit aux champs de tir de Saint-Bruno.

La zone de danger est circonscrite par les limites du camp de Saint-Bruno près de Saint-Basile le Grand (Québec), et s'étend dans la paroisse Sainte-Julie (cinquième concession) et la paroisse Saint-Bruno. Il est possible d'obtenir une description du champ de tir de Saint-Bruno en s'adressant au Chef du Génie construction de la BFC Montréal.

Tous les chemins, routes et voies d'accès à la zone du camp sont indiqués par des affiches libellées en français et en anglais, interdisant l'entrée dans la zone.

MUNITION ET EXPLOSIFS ÉGARÉS

Les bombes, grenades, obus et autres engins explosifs analogues constituent un danger. Ne ramassez pas ces objets et ne les gardez pas comme souvenirs. Si vous avez trouvé ou si vous avez en votre possession un objet que vous croyez explosif, prévenez la police de votre localité, qui prendra les mesures nécessaires.

Il est interdit à toute personne non autorisée de pénétrer dans la zone ci-dessus.

PAR ORDRE

Sous-ministre
Ministère de la Défense nationaleOTTAWA, CANADA
17630-77

Canada

LE DEVOIR

LE MONDE

Le Mexique durcit sa politique contre le trafic de stupéfiants

Le président américain Bill Clinton s'est dit satisfait jeudi dernier de la décision de Mexico de remplacer l'actuel organisme de lutte contre le trafic de drogue par une toute nouvelle entité. La Maison-Blanche a, par ailleurs, renouvelé en termes chaleureux sa confiance dans le président mexicain Ernesto Zedillo, qu'il s'agisse de la lutte contre le trafic de drogue, de sa politique économique ou de la démocratisation du régime.

BERTRAND DE LA GRANGE
LE MONDE

Mexico — Dissolution de la brigade des stupéfiants et création d'une force spéciale pour lutter contre le trafic de drogue, arrestation d'un homme de confiance du «capo» le plus recherché du pays, multiplication des saisies de marijuana et de cocaïne... À la veille de la première visite officielle du président Bill Clinton, les 6 et 7 mai, le Mexique met les bouchées doubles en matière de lutte contre les stupéfiants, principal contentieux entre les deux pays qui s'accroissent mutuellement de ne pas en faire assez pour contraindre ce fléau.

Washington reproche à son voisin de laisser transiter des tonnes de cocaïne colombienne sur son territoire et Mexico a beau jeu de signaler que les États-Unis sont, de très loin, les plus gros consommateurs de drogue du monde. Pour corriger la mauvaise impression laissée par l'arrestation, en février, du patron de l'Institut national pour la lutte contre les drogues (INCD), le général Jesus Gutierrez, soupçonné d'être au service du narcotrafic, les autorités mexicaines ont pris le taureau par les cornes en annonçant, mercredi 30 avril, le renvoi dans leur corps d'origine (la police judiciaire fédérale) des mille deux cents agents de l'INCD et la dissolution de cet organisme autonome.

Corps d'élite

Son directeur, Mariano Herran, conserve cependant ses fonctions à la tête de la nouvelle «*police spéciale chargée des délits contre la santé*», qui sera directement rattachée au procureur général de la République (ministre de la Justice et responsable de la police judiciaire) et dont les membres seront sélectionnés en fonction de critères extrêmement sévères.

Ce corps d'élite, composé pour l'instant d'une soixantaine d'agents qui percevront des salaires élevés pour les «*préserver de l'énorme pouvoir de corruption*» des cartels de la drogue, recevra un «*entraînement intensif et permanent*» fourni par des experts de divers pays. Des pourparlers sont en cours avec les États-Unis, la France, l'Espagne, la Grande-Bretagne et l'Italie, a confirmé le procureur de la République, Jorge Madrazo, qui a eu des mots très durs à l'égard de l'ancienne brigade antidroque.

«*Nous avons dissous l'INCD*», a-t-il expliqué, «*parce qu'il était entré dans un processus accéléré de décomposition dès sa création*, en 1993, et qu'il était infiltré par le crime organisé». Il en faudra sans doute davantage pour rétablir la confiance entre Washington et Mexico, d'autant que l'ancien procureur général de la République, Antonio Lozano, démis de ses fonctions en décembre, a lâché une véritable bombe quelques heures à peine après l'annonce de la dissolution de l'INCD en affirmant qu'il avait averti le président Ernesto Zedillo des soupçons pesant sur le général Gutierrez plusieurs mois avant sa nomination à la tête de la brigade antidroque.

Saisie record

La présidence de la république a «*catégoriquement*» démenti cette information, mais l'affaire apporte de l'eau au moulin d'un secteur important du Congrès américain qui reproche au Mexique de faire preuve d'indolence à l'égard des cartels de la drogue et souhaite lui appliquer le même traitement qu'à la Colombie. M. Clinton a obtenu, le mois dernier, un sursis pour le Mexique, mais il devra présenter un nouveau rapport au Congrès, en septembre, pour justifier le maintien du «*certificat de bonne conduite*» accordé aux pays qui coopèrent en matière de lutte contre le trafic de drogue.

Excédé par les exigences du Congrès américain, le président Zedillo a souligné que le Mexique était d'autant plus disposé à coopérer avec les États-Unis que sa «*propre souveraineté est désormais menacée par des capos venus d'ailleurs*». Le responsable de la lutte antidroque aux États-Unis, le général Barry McCaffrey, qui s'est rendu à deux reprises au Mexique au cours des dernières semaines, a reconnu les efforts réalisés par ce pays, rappelant que «*plus de deux cents policiers avaient été assassinés au Mexique l'an dernier lors d'affrontements avec les narcos*».

Il a cependant déploré que les saisies de cocaïne aient considérablement diminué en 1996 (23,8 tonnes, contre 46,1 tonnes en 1993). Le message semble avoir été entendu puisque la police mexicaine a confisqué, la semaine dernière, près de 10 tonnes de cocaïne en une seule opération réalisée près de la frontière avec le Texas. Un record depuis 1990.

EN BREF

Attaque contre un camp de la force multinationale

Tirana (Reuters) — Trois hommes ont ouvert le feu hier sur un camp militaire abritant des soldats italiens de la Force internationale de protection à Vlore, dans le sud de l'Albanie. Les soldats qui étaient de garde ont riposté en tirant en l'air, a précisé le colonel Giovanni Bernardi. L'incident, le premier du genre depuis le lancement de l'opération «Alba», s'est produit au camp San Marco où logent 200 hommes. «*Les criminels ont disparu rapidement*. Il n'y a ni blessé ni dégâts», a déclaré le colonel Bernardi. «*J'imagine que les criminels voulaient tester les capacités de réaction de la force multinationale de protection*», a-t-il ajouté. Six mille soldats sont déployés en Albanie pour assurer la protection des convois humanitaires. Le colonel Bernardi a déclaré que des «*passagers*» tentaient de convoquer quelque 1200 Albanais par bateau vers l'Italie. Un premier bateau est parti samedi soir de la plage de Velipoje et a réussi à échapper à la surveillance de la marine italienne, a-t-il indiqué.

Mobutu a huit jours pour se démettre

Kabila refuse de décréter un cessez-le-feu

Environ 100 réfugiés sont morts écrasés et étouffés hier à bord du train qui devait les ramener du camp de Biaro jusqu'à Kisangani, à une quarantaine de kilomètres plus au nord, selon un premier bilan donné dans la soirée par le Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR). Plusieurs dizaines de réfugiés ont également été blessés et étaient soignés hier soir à l'arrivée du train, dans la panique, à la lumière des phares de quelques véhicules. Paul Stromberg, porte-parole du HCR à Kisangani, qui se trouvait de l'autre côté du fleuve Zaïre qui traverse la ville, a estimé qu'une cinquantaine de réfugiés avaient été blessés, selon les premières informations collectées par les équipes de secours.

D'APRÈS REUTERS ET AFP

Lubumbashi — Le chef de la rébellion zaïroise, Laurent-Désiré Kabila, a déclaré hier soir après sa rencontre avec le président Mobutu que ses forces continueraient de progresser sur Kinshasa durant les huit jours accordés au chef de l'Etat pour décider de son retrait de la scène politique.

Médiateur des pourparlers, le président sud-africain Nelson Mandela avait affirmé après le face-à-face que Kabila ordonnerait à ses troupes de «*cesser leur progression sur tous les fronts*» dans l'attente de nouvelles discussions, prévues d'ici huit à dix jours.

«*Mobutu m'a demandé de lui donner huit jours pour examiner notre demande de démission*», a déclaré à Reuters Laurent Kabila lors d'une interview par téléphone cellulaire depuis le navire sud-africain Outeniqua, lieu de la rencontre.

«*J'ai accédé à cette requête et nous nous rencontrerons à nouveau sur le*

même bateau dans une huitaine de jours. Mais je lui ai dit qu'il n'y aurait pas de cessez-le-feu durant cette période», a-t-il souligné.

«*Je veux que ce soit clair: un cessez-le-feu est hors de question et mes forces continueront à progresser sur tous les fronts. Si nous atteignons Kinshasa avant huit jours, eh bien tant pis, mais nous ne pouvons attendre qu'il veuille bien prendre une décision*», a-t-il ajouté.

Des unités de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL) se trouvaient hier à 100 kilomètres de Kinshasa, ont indiqué des religieux en contact radio avec la population de Kengé, ville située à 200 kilomètres à l'est de la capitale.

«*Les rebelles sont motorisés et la population de Kengé nous a dit que plusieurs camions avaient quitté la ville avec 100 à 150 hommes à leur bord*», a-t-on indiqué de même source.

Selon un responsable du secteur minier de Lubumbashi, des rebelles ont été loca-

lisés à environ 65 kilomètres de l'aéroport international de Kinshasa-Ndji, situé lui-même à une trentaine de kilomètres à l'est de la capitale zaïroise, sur la route menant à Kengé.

Lors de ce sommet maritime inédit de 90 minutes au large des côtes congolaises, le maréchal Mobutu, diminué par la maladie et les défaites militaires, a pour la première fois offert de démissionner après 32 ans de pouvoir sans partage.

Mohamed Sahnoun, émissaire de l'ONU et de l'OUA, a précisé que Mobutu avait proposé de s'effacer au profit d'un successeur élu.

Kabila réclame des pouvoirs

De son côté, Kabila a insisté pour que le régime de transition chargé de préparer des élections soit placé sous son autorité. Nelson Mandela a précisé que les prochaines discussions permettraient d'aplanir ces divergences.

Mobutu a quitté l'Outeniqua, un ancien brise-glaces de la marine soviétique, après la conférence de presse finale. Quant à Kabila, il a regagné son fief de Lubumbashi hier soir.

La France s'est félicitée de cette première prise de contact et a appelé de nouveau à la mise en oeuvre d'un programme de transition démocratique.

«*La France rappelle son attachement à une transition ordonnée qui devrait conduire à un processus démocratique*», note le Quai d'Orsay dans un communiqué.

Par ailleurs, les Kinois ont accueilli hier

soir sans enthousiasme les résultats officiels de la rencontre.

Dans certains quartiers populaires de Kinshasa comme Matongé, de nombreux habitants ne savaient pas encore hier soir que Mobutu et Kabila s'étaient rencontrés.

«*Il paraît que le président Mobutu a rencontré ce jour M. Kabila chez son allié Lisouba*», le président congolais, affirme une commerçante au carrefour de la Victoire, en plein quartier de Matongé.

«*De quoi ont-ils parlé ?*» s'interroge la commerçante, qui estime que le chef de l'Etat aurait dû profiter de la rencontre avec Kabila pour montrer sa volonté de paix et «*nous éviter un bain de sang inutile*».

Dans les autres quartiers, comme celui de Lemba à l'est de la ville, l'atmosphère était à la fois à la fête et à la consternation. «*Je viens d'apprendre que le président Mobutu et M. Kabila ne sont même pas parvenus à un accord sur la manière d'organiser le pouvoir et un éventuel cessez-le-feu*», regrette Claver, un étudiant.

Pourtant, quelques heures avant que les radios étrangères n'annoncent les résultats de la rencontre, des automobilistes avaient abondamment klaxonné dans le quartier de Lemba, manifestant leur joie à l'annonce de la décision du Maréchal Mobutu de quitter le pouvoir.

Les cloches de différentes paroisses de Lemba s'étaient aussi mises à sonner, en même temps qu'étaient donnés les résultats officiels de la rencontre, faisant état du départ du maréchal.

Élections législatives en France

Les impôts enflamment les candidats

FRÉDÉRIC NIEL
REUTERS

Paris — À la veille de l'ouverture officielle de la campagne électorale, gauche et droite ont continué hier de s'accuser mutuellement de vouloir augmenter les impôts et de proposer à la France des recettes archaïques.

«*Le socialiste français, à la différence des autres socialistes européens, n'a pas changé, pas évolué; il reste empêtré dans l'alliance avec le dernier parti communiste d'Europe*», a dit l'ancien ministre RPR Nicolas Sarkozy sur TF1.

«*Est-ce qu'on va préparer le XXI^e siècle avec les recettes du XIX^e siècle? Franchement, est-ce que le triumvirat Lionel Jospin-Robert Hue-Dominique Voynet est capable de préparer le XXI^e siècle? Je ne le crois pas*», a-t-il ajouté.

«*Nous serions le seul pays du monde à augmenter nos dépenses publiques*», a dit le maire de Neuilly-sur-Seine.

Le dirigeant socialiste Jack Lang a au contraire promis «*pas un centime de dépenses supplémentaires, pas un centime d'impôts supplémentaires*» en cas de victoire de la gauche.

«*Le passisme, il est au pouvoir aujourd'hui*», a-t-il lancé à l'émission 7/7, sur TF1, en se défendant des accusations de dirigisme. «*On croit rêver, Alain Juppé est champion toutes catégories des prélèvements obligatoires dans notre pays. Il est au top du top du dirigisme*».

Qu'Alain Juppé «*ne nous parle pas de cette baisse d'impôts qui n'existe que dans son imagination*», a de son côté ironisé Laurent Fabius, président du groupe PS à l'Assemblée, sur RTL.

Martine Aubry aussi a critiqué «*le raisonnement qui consiste à lier moins de prélèvements et plus d'emplois*».

«*Le Danemark est le pays européen qui a le plus fort taux de prélèvements obligatoires et c'est celui avec le taux de chômage le plus bas; à l'inverse, l'Espagne a très peu de prélèvements obligatoires et le taux de chômage y est le plus haut*», a fait valoir l'adjoint au maire de Lille sur Europe 1.

«*Le problème en France à très court terme est de soutenir la consommation pour que nos entreprises aient envie d'investir*», a-t-elle expliqué, pendant que Laurent Fabius notait que «*les chefs d'entreprise ne recruteront pas pour faire plaisir à la gauche ou à la droite mais parce qu'il y a de la demande*».

GRANDE-BRETAGNE

Prescott annonce un combat difficile

Les candidats à la succession de Major se bousculent au portillon

LYNDSEY GRIFFITHS
REUTERS

Londres — Le Grande-Bretagne engage un combat difficile sous la houlette de son nouveau premier ministre, Tony Blair, qui a l'ambition d'opérer des transformations aussi profondes que celles qu'il a fait subir au Parti travailliste, a déclaré hier John Prescott, vice-premier ministre.

John Prescott s'exprimait sur la BBC, trois jours après l'écrasante victoire électorale qui a porté les travaillistes au pouvoir à l'issue de 18 ans de pouvoir conservateur.

L'impressionnante majorité de 179 sièges dont Tony Blair dispose à la Chambre des communes donne tout son sens à la croisade qu'il entreprend en 1994 pour moderniser le Parti travailliste, éliminant les vieilles doctrines socialistes et réduisant au silence la gauche du parti.

Fort du soutien du Parlement, le premier ministre a aujourd'hui les mains libres pour promouvoir des lois propres à susciter la controverse, et engager comme promis une politique de «*centre radical*».

«*Le changement n'arrêtera pas cet homme, au contraire, ça le motive*», a déclaré Prescott en parlant du premier ministre et en avertissant la Grande-Bretagne qu'elle devait se préparer à d'importantes évolutions.

«*Tony Blair veut qu'une Grande-Bretagne d'un genre nouveau entre dans un siècle nouveau, et il va imprimer sa marque sur la vie politique britannique aussi fortement qu'il l'a fait sur le Parti travailliste au cours des deux, trois dernières années*».

«*A vrai dire, la route pourrait bien être parsemée d'embûches, mais j'attends ça avec impatience*», a ajouté Prescott.

Tony Blair a formé un cabinet hors norme, comprenant le nombre record de cinq femmes. Au Patrimoine, il a nommé le premier ministre ouvertement homosexuel que la Grande-Bretagne ait jamais eu, Chris Smith, et à l'Éducation, le premier ministre aveugle, David Blunkett.

Le nouveau ministre des Affaires étrangères, Robin Cook, a assuré que la Grande-Bretagne

mettrait un terme au courant à tendance xénophobe des Conservateurs, et que les ambassades joueraient un rôle capital dans la promotion des exportations britanniques, actuellement ralenties par une livre forte.

Plusieurs candidats à la succession de Major

«*Nous voulons sortir la Grande-Bretagne de sa position isolationniste et en faire un membre de poids de la communauté internationale*», déclare Robin Cook dans le journal dominical *The Observer*.

L'engagement pris par les travaillistes de donner au pays un nouvel essor, pourrait entraîner des bouleversements susceptibles de rivaliser avec ceux opérés par le premier ministre conservateur Margaret Thatcher dans les années 1980.

De leur côté, les conservateurs, secoués par de profondes dissensions sous John Major, se cherchent un nouveau chef, le premier ministre sortant étant aussi démissionnaire de la direction du parti. Si certains ténors ont déjà tiré leur révérence, les candidats au poste se pressent au portillon.

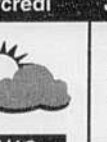
Kenneth Clarke, ancien ministre des Finances et pro-européen modéré, et Peter Lilley, ancien ministre à la Sécurité sociale et poids lourd de l'aile droite du parti, se sont déjà officiellement portés candidats.

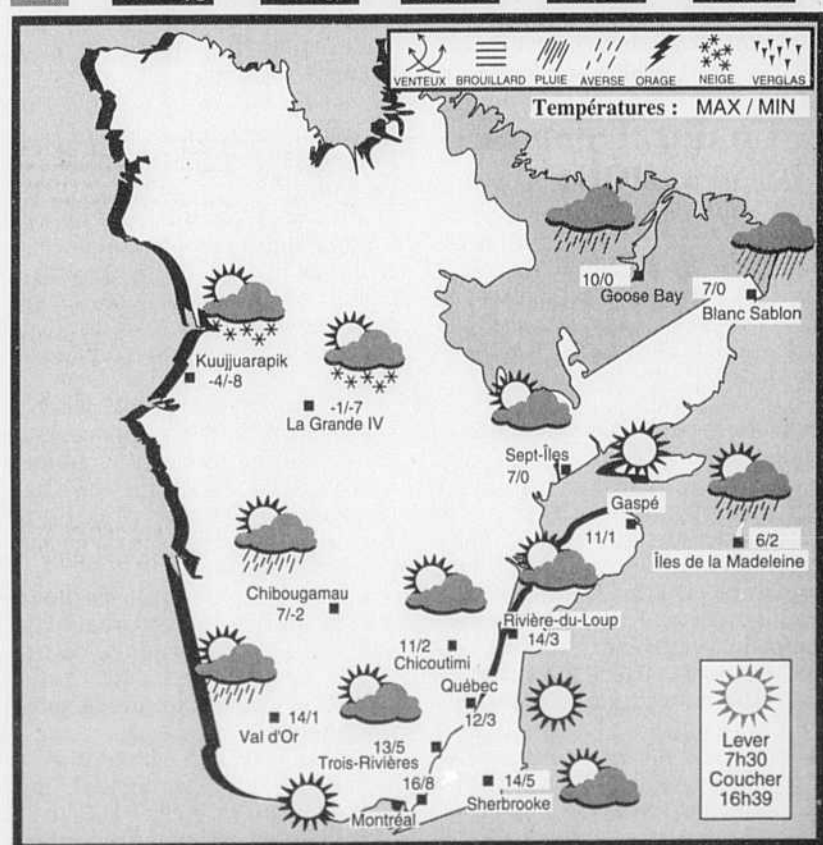
Clarke a cherché, hier, à s'attirer les faveurs de la droite du parti, qui lui est hostile, en proposant de soumettre au vote les grandes questions européennes. De son côté, Lilley s'est déclaré apte à offrir au parti bien mieux que son rival.

«*Je suis le mieux placé pour rassembler, reconstruire et renouveler le parti*», déclare-t-il dans le *Mail on Sunday*. «*Nous devons renouer avec le pays et mettre un terme à la caricature qui afflige les Conservateurs, celle d'hommes au visage rigide dépourvus de conscience sociale*», dit-il.

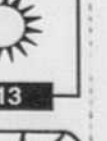
Les autres candidats potentiels comprennent l'ancien secrétaire aux Affaires galloises, William Hague, l'ancien secrétaire à la Santé, Stephen Dorrell et l'Euroscéptique John Redwood, qui lorgne la place depuis déjà longtemps.

LA MÉTÉO D'ENVIRONNEMENT CANADA

	Aujourd'hui	Ce Soir	Mardi	Mercredi	Jeudi
MONTREAL					
	max 16	min 8	max 14	4/13	4/13



	Aujourd'hui	Ce Soir	Mardi	Mercredi	Jeudi
QUÉBEC					
	max 12	min 3	max 12	2/11	2/14

	Aujourd'hui	Ce Soir	Mardi	Mercredi	Jeudi
OTTAWA					
	max 14	min 6	max 11	6/11	3/13

Météo au soleil
1 900 565-4000
95c/minute
«La météo à la source»

É D I T O R I A L

Timide régionalisation

Michel Venne

La politique de soutien au développement local et régional, rendue publique la semaine dernière par le ministre Guy Chevrette, ne propose qu'une timide régionalisation qui prend corps essentiellement en une redistribution des cartes entre différentes instances aux sigles rébarbatifs. Les débats les plus fondamentaux sont remis à plus tard, sinon même après la souveraineté du Québec si jamais elle se réalise. Voilà un chantier reporté.

En campagne électorale, en 1994, Jacques Parizeau allait de village en village annonçant la fin de l'État jacobin. «Notre Père qui est à Québec» c'est fini, disait-il, en estimant que les régions ont bien raison de croire qu'elles peuvent faire mieux par elles-mêmes que ce que les gouvernements dits supérieurs ont accompli depuis un quart de siècle en faveur du développement régional. Ce discours annonçait une nouvelle ère marquée par la prise en charge réelle par les régions de leur propre destinée. Deux ans et demi plus tard, le ministre Guy Chevrette accouche d'une politique décevante par son caractère à la fois limité et bureaucratique.

Le document lui-même est écrit dans une langue de bois stérilisante. La politique est censée s'appuyer sur «le dynamisme» local. Mais le texte de la politique n'est autre qu'un jargon de technocrates se gargarisant de mots comme «efficience», «rationalisation» ou «interventions». Ce texte ne s'adresse pas à ceux qui, pour vrai, dans les régions, par leur tempérament et grâce à leurs initiatives, donnent l'espoir à ceux qui le veulent de continuer à faire sa vie chez soi. Le document est à l'image de la politique.

Car cette politique ne modifie pas fondamentalement la donne. Notre Père, à Québec, garde ses prérogatives. C'est lui, encore, qui distribue l'argent, ni plus ni moins que les années précédentes d'ailleurs. Les régions, à plusieurs égards, agissent en sous-traitance, en «adaptant» à leurs réalités propres des programmes et des orientations décidées dans la capitale. Leur marge d'autonomie n'est guère élargie. Pas plus que n'est évoquée la formation d'un quelconque palier régional de gouvernement, nanti de pouvoirs de taxation et regroupant des fonctions actuellement éparpillées dans une kyrielle d'organismes, des municipalités aux commissions scolaires, des régies de la santé aux offices de tourisme. Nous n'avons pas en main le document d'un visionnaire mais celui d'un gestionnaire.

Inscrivons tout de même au crédit de la politique un effort de simplification des structures de service. Désormais, un seul organisme de soutien aux entreprises sera reconnu par territoire de municipalité régionale de comté (MRC). Ces centres locaux de développement (CLD) formeront le guichet unique auquel les entrepreneurs d'une région devront s'adresser pour obtenir une aide étatique. L'idée est bonne. Mais une idée ne fait pas une politique.

Car en dépit de cet effort de simplification, la politique maintient un enchevêtrement de structures aux sigles rébarbatifs. Des CLD aux CLE en passant par la Table régionale des députés, la CAR, le

CRES et le CRD. Tous ces organismes sont composés (sauf la table des députés) de gens non élus qui n'auront de comptes à rendre, au fond, qu'au gouvernement et non pas à la population qu'ils sont censés servir. La politique en fait se résume à cela: un réaménagement des structures par lesquelles Québec dissémine ses largesses tout en préservant le pouvoir de certains barons locaux.

Le gouvernement annonce une révision plus importante de l'organisation des services de l'État dans une perspective de «responsabilisation» et de «régionalisation», écrit-il. Le résultat de cette réflexion serait publié au printemps 1998, si près des prochaines élections provinciales qu'il ne faut pas s'attendre à quelque résultat concret avant la fin du présent mandat gouvernemental. De toute manière, les axes de réflexion énumérés dans la politique

n'annoncent pas de modification fondamentale dans la répartition des pouvoirs entre les paliers de gouvernement. D'ailleurs, d'entrée de jeu, le ministre exclut un transfert massif de responsabilités et de pouvoirs de taxation vers le palier local tant que le Québec fera partie de la fédération canadienne par crainte de diminuer sa propre capacité d'intervention à l'échelle de la province et de favoriser les intrusions fédérales sur son territoire.

Le document de M. Chevrette fait également défaut de définir une vision du développement régional ou, si l'on préfère, du rôle des régions dans le développement économique à l'ère de la mondialisation des marchés et de l'informatisation de la société. La lecture de ce document d'orientation ne nous éclaire pas sur la place des régions dans la stratégie économique du Québec de demain. Sauf de s'appuyer sur la «concertation» des «interventions» (sic!) locaux, le gouvernement ne semble pas savoir quelle direction imprimer au développement ni privilégier quelque piste d'action alors qu'il conserve, pourtant, le gros de l'initiative et des moyens.

Saluons en terminant le fait que les organismes nouvellement créés par cette politique seront placés, à Montréal, sous la responsabilité du ministre de la Métropole, ce qui permettra, faut-il l'espérer, d'éviter sur le territoire du moteur économique du Québec, des duplications inutiles.

Dans l'ensemble, donc, nous sommes en face d'une œuvre inachevée, d'une énième tentative de reformuler les relations entre Québec et les régions qui ne modifie pas la donne fondamentale. Si l'on considère en parallèle cette politique et le pelage de factures annoncé récemment par le ministre des Affaires municipales Rémy Trudel, force est de constater que le gouvernement Bouchard a renoncé, dans le présent mandat, à réorganiser en profondeur le partage des pouvoirs ou du pouvoir entre Québec et les régions québécoises. Un chantier reporté. Encore.

L E T T R E S

Un dur, Fujimori?

Pérou, décembre 1996. Pour nous, Noël approchait. Pour eux, c'était l'été. La réception donnée à la luxueuse ambassade de Lima bascule alors dans la confusion totale. Qui sont-ils? Que veulent-ils? La presse internationale est dépêchée sur les lieux, nous avons des réponses.

Quelle humiliation. De pauvres et innocentes victimes reléguées au rang de simple monnaie d'échange contre une poignée de révolutionnaires croupillant dans les prisons de Lima. Ça ne se passera pas comme ça! annoncent plusieurs grands de ce monde et gardiens de la démocratie. Fujimori est un dur, il a maté Sendero Luminoso en moins de deux... Alors pas de quartier, pas de concession.

Quatre mois plus tard, Tupac Amaru joue encore au football dans le sous-sol de l'ambassade. Aucune exécution d'otages, pas de tortures physiques, seulement la naïve attente que l'Eglise et les pays pacifistes trouvent une solution négociée. L'atout majeur de Fujimori: du temps béni... Pour quoi du temps? Pour faire entraîner son commando bien sûr, mais surtout pour bien rassurer ses «partenaires» que l'après-ambassade ne fera pas dévier la stratégie de développement du pays.

Quelle stratégie? Ah! oui, la stratégie qui permet à un gouvernement de passer d'une économie de la coke à une économie des mines et du pétrole (est-on en bisbille avec l'Equateur là-dessus?) sans changer le chiffre d'affaires de l'armée, en dollars américains. Mais alors, «quid» pour 80 % du peuple qui vit dans des conditions d'une pauvreté indicible?

Et puis, go! On entre, on tue, on gagne. L'Eglise pleure, le Canada est en élection, les analystes analysent et

les communicateurs communiquent. Désormais, il n'y aura qu'un point de vue, enfin...

Moi aussi, j'ai un point de vue. Comme toute personne sensée, je crois que le geste du Tupac Amaru était irresponsable et comme toute personne sensible, je crois que le dénouement de cette crise l'est tout autant.

Je ne sais pas si le peuple péruvien était derrière le Tupac Amaru, je ne pense cependant pas que, maintenant, il soit derrière la dictature militaire. Le Pérou n'est pas dirigé par un dur, mais par une mitaine du néolibéralisme.

Une énigme persiste d'ailleurs dans mon esprit, en rapport avec l'intervention du commando. C'est trop parfait. Sur le plan technique, chaque geste était planifié, mesuré, autorisé et exécuté avec minutie.

Aucune erreur n'était autorisée et aucune erreur n'a été commise. Mais alors, pourquoi un juge de la Cour suprême a-t-il été abattu? Sûrement pas par erreur. Que savait-il?

Amédée Perron
Pointe-Claire, 24 avril 1997

Pour payer la dette de l'État du Québec

Le gouvernement du Québec ne pourrait-il pas, lors du renouvellement de ses emprunts étrangers, lancer des obligations québécoises dites «Obligations de la dette» aux conditions suivantes:

- ces obligations serviraient strictement au paiement de la dette;
- seuls les Québécois seraient autorisés à acheter ces obligations d'une durée de 20 ans;
- les intérêts payés par l'État du Québec au porteur de ces obligations se-

raient exemptés d'impôt sur le revenu; ■ les intérêts de ces obligations devraient être réajustés tous les six mois au taux courant moins 1 % étant donné l'exemption d'impôt.

Cette façon d'agir amènerait les Québécois à réinvestir les intérêts dans notre économie et permettrait de ramener au Québec les sommes considérables payées en intérêts aux pays étrangers.

Evy Fay
Lac-à-la-Tortue, 15 avril 1997

Tonton m'écoute

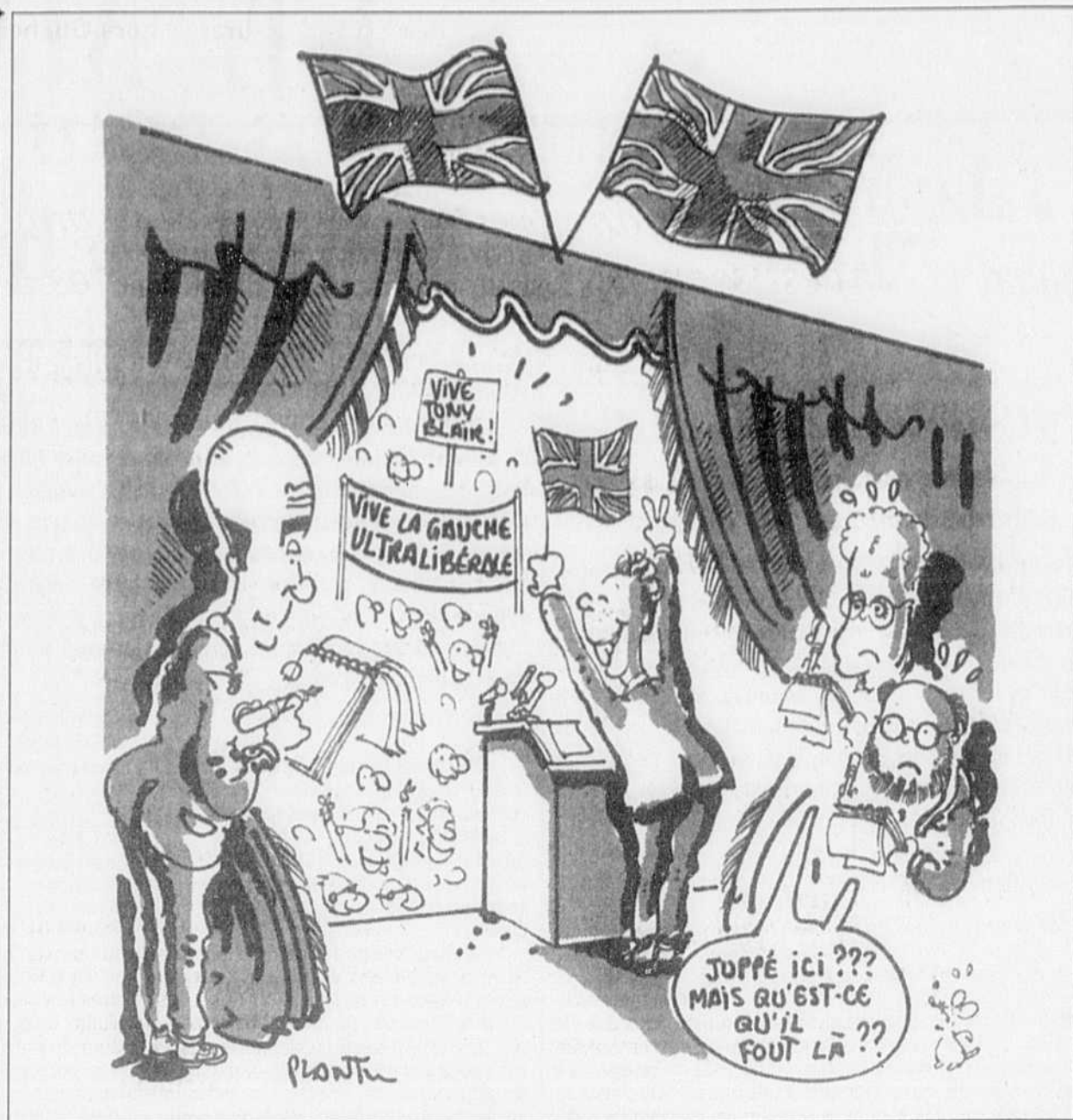
J'ai pris connaissance avec beaucoup de plaisir de l'excellent commentaire de François Brousseau dans *Le Devoir* du 16 avril 1997, intitulé «Tonton m'écoute».

On savait déjà que l'ancien président français faisait espionner illégalement plusieurs personnalités du monde journalistique, politique ou juridique en invoquant le prétexte de la «sécurité de l'État». On en a maintenant la preuve.

Ce texte nous apprend qu'il faisait également écouter l'actrice Carole Bouquet parce qu'il la trouvait de son goût et voulait tout savoir de sa vie privée. Quel abus de pouvoir! Quel voyeurisme! Quel détournement de fonction pour une personne qui occupe la plus haute charge de l'État, autorité publique, et qui s'en sert pour satisfaire ses petits fantasmes personnels!

Ajoutées à celles concernant les autres scandales qui ont jalonné la carrière politique de cet individu, ces révélations ne font que confirmer son cynisme et sa duplicité, de même que l'aveuglement et la tolérance excessive de ses mandats.

Marc-André Labrecque
L'Ancienne-Lorette, 18 avril 1997



LE MONDE

Clonaid inc.

C'est Gilles Gagné, méditant la décision américaine de fabriquer la bombe atomique, qui à mon goût a le mieux formulé l'idée de «nécessité technique». La bombe étant possible pour les Américains, rappelle-t-il, elle l'était aussi pour l'ennemi. Dès lors, «le danger qu'était une possibilité ne pouvait donc être que conjuré en réalisant la possibilité, cette possibilité se présentant à la raison comme nécessaire».

Bien vu. Le règne technique module ainsi partout sa propre loi de la nécessité que Serge Latouche formule ainsi: «Tout ce qui a été découvert sera utilisé et mis en œuvre [tôt ou tard]».

En toile de fond à tout cela, la notion de progrès, sorte de mythe inattaquable. Vous aurez beau rappeler les calculs d'Illich et de Dupuy selon lesquels si l'on prend en compte tout le temps consacré aux *ouatures* et au système *ouature* on trouve que leur vitesse réelle est grosso modo celle de la marche, vous êtes hors-jeu quand même, l'argument ne peut pas porter, aucun argument ne peut quoi que ce soit contre un mythe.

Pourquoi je vous raconte tout ça? Parce que ça y est: on a créé la première compagnie de clonage humain. Cela s'est fait, cela s'est fait quelques mois à peine après que Dolly ait été créée, quelques mois à peine après toutes ces grandes déclarations nous expliquant qu'il était immoral de penser cloner des humains, et gnagnagna. La société technicienne a ses lois; elles viennent encore de jouer. Et le clonage d'humains, si tant est qu'il soit possible, c'est pour demain.

La compagnie qui propose des services de clonage s'appelle Clonaid. C'est une filiale de Valiant Venture Ltd., compagnie domiciliée aux Bahamas. Clonaid offre deux services.

Le premier, *Insuraclone*, vous permet de stocker les cellules de votre enfant de manière à pouvoir les resusciter en cas de décès. Coût: 50 000 \$ US.

Le deuxième vous permet de vous cloner vous-même. Coût: 200 000 \$

US. La compagnie espère un million de commandes pour bientôt et va s'associer pour la recherche avec des laboratoires américains. Après quoi, explique la porte-parole de Clonaid, «nous envisageons de construire un laboratoire dans un pays où le clonage humain n'est pas illégal».

Ce qui se joue ici est un enjeu capital. Je me contenterai de quelques commentaires.

Sur le plan économique, il faut rappeler que la biotechnologie sera la grande affaire du prochain siècle. Or, le clonage n'est pas un élément accessoire dans les possibilités de retombées économiques de la biotechnologie. Le clonage y est quelque chose de nécessaire. Explication pour laquelle je remercie Guillaume Lecoindre et André Adoutte de la clarté de leur exposé (*Charlie Hebdo*, 12 mars 1997). On sait depuis longtemps cloner des animaux. Mais ces clones sont obtenus à partir des blastomères, ces premières cellules de l'embryon qui sont totipotentes, c'est-à-dire qu'elles «peuvent aboutir à un organisme complet». Ces blastomères savent lire tout le programme. Mais au fur et à mesure que le développement de l'embryon se poursuit, les cellules se spécialisent et perdent leur totipotence. Une cellule de foie, par exemple, ne sait plus lire tout le programme et se spécialise pour faire une cirrhose.

Le tour de force de ceux qui ont fabriqué Dolly a été de l'obtenir à partir de cellules prélevées dans la glande mammaire de la maman de Dolly. L'exploit a donc été de montrer, dicit Lecoindre et Adoutte, que «la différenciation [ou programmation] de l'ADN adulte n'est pas irréversible». L'intérêt économique de la chose est évident: *primo*, on peut produire autant de clones que l'on veut, et non plus un nombre très limité de clones comme dans le cas du clonage par blastomères; *secundo*, on sait à quoi va ressembler le clone, avec certitude. Or, lorsque des fortunes sont investies dans la production d'une espèce, on veut être sûr de retrouver les caracté-

ristiques désirées. Le clonage le garantit. Voilà pourquoi Dolly devient quelque chose de majeur dans le développement de la biotechnologie. La possibilité du clonage humain qu'ouvrent ces nouvelles perspectives a fait frémir. On se rend compte aujourd'hui que les États ne disposent que de peu de moyens pour contrer la nécessité technique.

Clonaid va s'installer là où le clonage humain ne sera pas interdit et on peut redouter que toutes les législations qu'on voudra avancer ne réussissent pas à freiner les margoulin. Il faut donc retrousser nos manches et réfléchir. Au moins deux choses sautent aux yeux. La première est que l'identité n'est pas réductible au génotype. Et Clonaid ment lorsqu'elle laisse miroiter la possibilité de prolonger indéfiniment notre existence par le clonage. Un clone de votre serviteur aura une autre histoire, une autre éducation, un autre milieu. Au total, il fera peut-être des horoscopes dans *Paris Match* et ces jours-ci, plutôt que de répéter «élections, pièges à cons», il hésiterait entre Jean Manning et Preston Charest.

Mais il y a pire: le clonage d'humains, c'est la porte ouverte sur l'eugénisme. Terrible et sanglante doctrine, enfant chéri de tous les totalitarismes, l'eugénisme a été avancé pour la première fois par Platon et n'a guère changé de méchante gueule depuis. Il y a toujours d'un côté les élus, les êtres supérieurs; de l'autre la racaille, la foule, la masse bête à crever au service des premiers. D'un côté, des armées d'ouvriers, de soldats, de dociles et corvéables à souhait; de l'autre, des êtres supérieurs dirigeant le monde pour notre plus grand bien.

C'est là que ça devient marrant. Car je ne vous ai pas encore dit qui se cache derrière Clonaid. Devinez. Eh bien, ce sont les raeliens, cette Église qu'un récent rapport français décrivait comme une «secte ufologique». Leur projet? Une génocratie. «Dans la génocratie, les spécialistes les plus intelligents prendront les bonnes décisions pour améliorer la qualité de la vie de tous.»

Un clone de Rael pour diriger l'usine; mille clones de réfractaires pour la faire fonctionner.

À P R O P O S

...de la responsabilité des individus

Le partage des responsabilités et les modes d'intervention publique peuvent déresponsabiliser des individus et des collectivités ou, au contraire, soutenir leur dynamisme. Dans une certaine mesure, l'intervention de l'État et des institutions publiques influence le mode de participation des individus et contribue à l'apprentissage et à la définition de certains rôles. Pour ces raisons, l'État peut favoriser l'émergence d'un réel sentiment d'appartenance à une collectivité. Ce type de réflexion dépasse largement la ré-

flexion sur la violence. Cependant, il faut reconnaître la difficulté qu'ont les individus à s'identifier à un État centralisé et bureaucratisé.

Or, il y a dans la façon dont se structurent l'État et les institutions publiques des moyens de favoriser l'émergence d'un sentiment d'appartenance des individus envers leur collectivité et par conséquent de réduire le recours aux comportements violents.

Conseil de la santé et du bien-être, avril 1997.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910

Directrice LISE BISSONNETTE

Rédacteur en chef BERNARD DESCÔTEAUX

Vice-président, finances et administration FRANÇOIS THOUIN

Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, GUY TAILLEFER, NORMAND THÉRIAULT

Rédacteurs en chef adjoints JEAN-ROBERT SANSFAÇON, ROLAND-YVES CARIGNAN

Directrice, ventes et marketing MARTINE DUBÉ

2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9. Tél.: (514) 985-3333

F A I S C E Q U E D O I S

IDÉES

L'exode des fonds d'assurance hors Québec

Assurances pour tous

En réglementant davantage l'industrie, le gouvernement mettrait en péril les investissements que font ici les sociétés d'assurances de personnes

YVES MILLETTE
Vice-président principal
Affaires québécoises
Association canadienne des compagnies
d'assurances de personnes

LES COMPAGNIES D'ASSURANCES DE PERSONNES AU QUÉBEC

Les parts de marché

Voici, en ordre décroissant, les parts de marché des cinq principaux assureurs de personnes du Québec, en fonction de la somme des primes d'assurance que perçoivent chacune de ces entreprises:

	primes en millions de dollars	part en %
Desjardins-Laurentienne	1052,79	16,66
Industrielle-Alliance	539,00	8,53
Sun Life	427,54	6,77
SSQ-Vie	376,72	5,96
Standard Life	337,51	5,34

Total des cinq principaux
assureurs du Québec 2733,56 43,27

Marché québécois total 6317,43 100,00

Source: Rapport annuel sur les assurances (1995),
Inspecteur général des institutions financières

Les placements

Voici le détail des placements qu'affirment avoir faits au Québec les compagnies d'assurances de personnes en 1994.

	en millions de dollars	en %
Hypothèques	13 262	29,9
Titres de société*	11 444	25,9
Obligations provinciales	8856	20,0
Obligations municipales	1982	4,5
Obligations fédérales*	6263	14,1
Autres placements*	2458	5,6
Total des placements	44 265	100,0

* Au moins une partie de ces placements au Québec

Source: Faits et statistiques —
Les assurances de personnes au Québec, édition 1996,
Association canadienne des compagnies
d'assurances de personnes

Réinvestissement au Québec

La plus grande partie des primes perçues au Québec est retournée en prestations à des assurés québécois sous forme de rentes d'invalidité, de pensions, de remboursements de frais médicaux, etc. En fait, plus de 120 millions sont ainsi réinjectés chaque semaine, par nos assurés, dans l'économie québécoise.

Contribution au développement économique du Québec

Tous les assureurs de personnes souscrivant des primes au Québec sont sensibilisés à la nécessité d'investir dans la province des sommes équivalentes à la valeur réelle de leurs engagements futurs envers leurs assurés québécois. Le réinvestissement proportionnel à la valeur des engagements dans chaque région du Canada est une préoccupation de longue date pour l'industrie; depuis 1962, l'Association canadienne des compagnies d'assurances de

personnes mène des sondages auprès de ses membres afin de recueillir des données sur les placements détenus par les sociétés d'assurances de personnes dans chacune des provinces.

On estime qu'à la fin de 1994, les assureurs de personnes avaient investi, au Québec, 44,3 milliards. De cette somme, 38 milliards provenaient des fonds détenus au nom de nos titulaires de polices, les 6,3 milliards restants étant des placements effectués au nom de titulaires de polices étrangers (voir tableau ci-contre, section «Les placements»).

Ainsi, les sociétés d'assurances de personnes investissent globalement au Québec beaucoup plus que les 60 % proposés par l'Action nationale. La question du réinvestissement au Québec doit être abordée avec beaucoup de précautions puisque certaines institutions, comme les sociétés d'assurances de personnes, investissent plus au Québec que la valeur de leurs engagements envers les assurés québécois.

Une intervention autoritaire de la part du gouvernement risquerait de nuire à ces investissements qui contribuent, directement ou indirectement, à la création de milliers d'emplois au Québec ainsi qu'au financement des services publics municipaux et provinciaux dont bénéficient tous les Québécois.

L'utilisation du français

Finalement, si les sociétés d'assurances de personnes ont adopté des noms «à la française», ce n'est surtout pas pour donner l'impression aux épargnants de confier leurs épargnes à des sociétés francophones, mais plutôt pour se conformer à la Charte de la langue française et à la Loi sur la publicité légale, lesquelles portent non seulement sur la dénomination sociale française, mais aussi sur l'usage du français dans leurs rapports avec les consommateurs québécois (propositions et contrats d'assurance en français, réclamations dans la langue du consommateur, etc.).

L'Arpenteur et le Navigateur

Malaise au pluriel

L'auteur Monique LaRue a échoué à conjurer les démons de l'identité

MICHELINE DE SÈVE

Professeur titulaire au département de science politique
Université du Québec à Montréal

Le club des écrivains nationaux franco-québécois de souche s'indigne. Nos écrivains québécois leur font de l'ombre. La transculture ouvre un espace de compétition où le succès d'une Ying Cheng, d'un Sergio Kokis ou d'un David Homel enrage littéralement les écrivains que Monique LaRue croise trop souvent «dans la réalité des institutions littéraires, dans les lancements, les offices culturelles», et dont les propos sonnent à ses oreilles comme ceux de «Jacques Parizeau le soir du référendum». Alercée, la romancière construit un personnage, hélas, plus vrai que nature, celui de son ami écrivain qui entreprend de lui «démontrer» que «notre» littérature nationale est menacée par l'invasion de cette génération récente d'écrivains immigrants: «en réalité, tu le sais bien, ils ne nous lisent pas et ils ne connaissent pas nos auteurs du passé, ils ne connaissent pas notre littérature, n'en font pas partie et ne veulent pas en faire partie, pas même en racontant leur passage vers notre société ou leur expérience de notre littérature, comme le faisaient naguère les écrivains migrants. Nous sommes en train de nous faire voler [sic] nos prix littéraires, car ces prix n'ont de sens que dans le contexte de la littérature québécoise, soutenait-il» (page 9).

Le malheur, c'est que Monique LaRue, l'essayiste, ne sait pas comment répondre à ce provocateur que Monique LaRue, la romancière, campe avec son talent habituel. «Si cette conversation a continué à me hanter, nous dit-elle, c'est cependant que j'étais incapable de nier que ce que cet écrivain disait restait, en un certain sens, exact» (page 10). Pratique le «je sais bien quand même» (2), elle manie, gauchement, la question explosive de l'ethnicité et, ce faisant, mélange les fils des deux personnages qui «s'arrachent notre âme»: l'arpenteur, «l'homme du territoire», et le navigateur, qui défend «le droit de commencer». Tombant dans son propre piège, elle oppose au «nous» des écrivains d'ici «l'étranger», «l'hétérogène» de «la littérature telle que la conçoit l'autre» (page 11). L'usage du «nous» et du «ils» tout au long de son texte la range, sans le vouloir, dans le camp de ceux-là même qu'elle entendait sortir du langage de la haine, et qui pratiquent systématiquement l'exclusion. Le «nous» ethnique, faut-il s'en étonner, bloque l'accès au «nous» civique.

Au nom du génie créateur, la conférencière se laisse aller à excuser l'ami qui, comme Louis-Ferdinand Céline, fasciste français et antisémite notoire, mais «une des plus grandes sensibilités de notre temps» (page 15), erre politiquement. L'écrivaine jongle avec sa propre ambivalence et frôle l'abîme, faute de s'arracher nettement à «l'horreur de nos berceaux» comme à la fascination du monde des lettres. Partageant avec son ami une identité québécoise de souche, elle salue l'arpenteur qui «civilise» le paysage en mesurant «les territoires vierges, les espaces d'Amérique» (page 20). Par quel aveuglement en vient-elle, sans doute intoxiquée par son entourage, à oublier de nommer «ces gens», nos précurseurs amérindiens, sans qui les premiers navigateurs n'auraient pas survécu sur ce qui est devenu notre terre commune? L'écrivaine n'est sûre que d'une chose, c'est qu'il «n'est pas possible, pour un écrivain, actuellement, d'échapper à son inclusion, au moins sur le plan éditorial, dans une littérature nationale» (page 18). Après s'être avouée «terrifiée» à la pensée que «l'autre» lui demande d'oublier, de «changer notre devise nationale» (page 15).

Je pense, au contraire, qu'il est plus que temps de nous souvenir que nous n'avons jamais été seuls sur cette terre et que «la pensée du pluriel», que l'essayiste invoque à bon escient quand, enfin, elle s'accroche à son identité montrealaise pour répondre à son ami écrivain, est la pensée qui nous a accueillis en terre québécoise, depuis le début de notre histoire. Monique LaRue a échoué à conjurer les démons familiaux de «monsieur Parizeau» et des critiques littéraires qui, dans La Presse et Le Devoir, se sont portés volontiers pour la défendre contre la directrice de La Tribune juive, catastrophe de lire, sous la plume d'une bonne romancière, un texte truffé d'ambiguïtés. L'écrivaine essayait de dire son malaise devant le «syndrome Pravda», celui qui expulse de la littérature russe un Josef Brodsky, lauréat du prix Nobel, étiqueté «grand poète juif» (page 29). Elle n'avait malheureusement pas tort de s'inquiéter. Il suffit de constater comment l'établissement local, au lieu de recentrer le débat, a choisi de clouer mon amie Ghila au pilori. Conférencière improvisée, la romancière se demandait: «Y a-t-il malaise?» Oui, trois fois oui, pouvons-nous, devons-nous répondre.



Monique LaRue

ARCHIVES LE DEVOIR

Aménagement du quartier Parc Extension

Un vol... ou presque!

La négligence de la Ville de Montréal dans le dossier de la gare Jean-Talon dénote un grand manque de sens des priorités

MARIO BEAULIEU
Président, Parti québécois
Laurier-Dorion

KENNETH GEORGE
Commissaire du MEMO
Villieray-La Petite Patrie

En 1984, la Ville de Montréal achetait le bâtiment et le terrain de l'ancienne gare Jean-Talon pour en faire une institution socioculturelle. La Ville n'en fit cependant rien.

En 1992, la Ville reprenait cet objectif dans son plan d'urbanisme: «Réaménager la gare Jean-Talon à des fins culturelles et créer un parc ou une place publique sur le terrain adjacent en considérant la spécificité du caractère multiculturel de la population de Parc Extension, en assurant une meilleure intégration du site, notamment aux rues Jean-Talon et Hutchison, en préservant les arbres situés à l'est du terrain, en assurant que le bâtiment puisse être éventuellement utilisé comme gare.»

À l'élection de 1994, Pierre Bourque s'engageait à agir selon ces perspectives. Mais aujourd'hui, même si les raisons à la base de ces orientations sont toujours pertinentes, la Ville veut vendre la gare à Loblaw. La gare deviendra essentiellement un supermarché de 70 000 pieds carrés sur un site dont on enlèverait le petit terrain boisé. On changera la perspective de la gare en construisant un édifice de grande taille. On créera de plus un stationnement de 377 places.

Cette décision n'a pas de sens, même au plan économique!

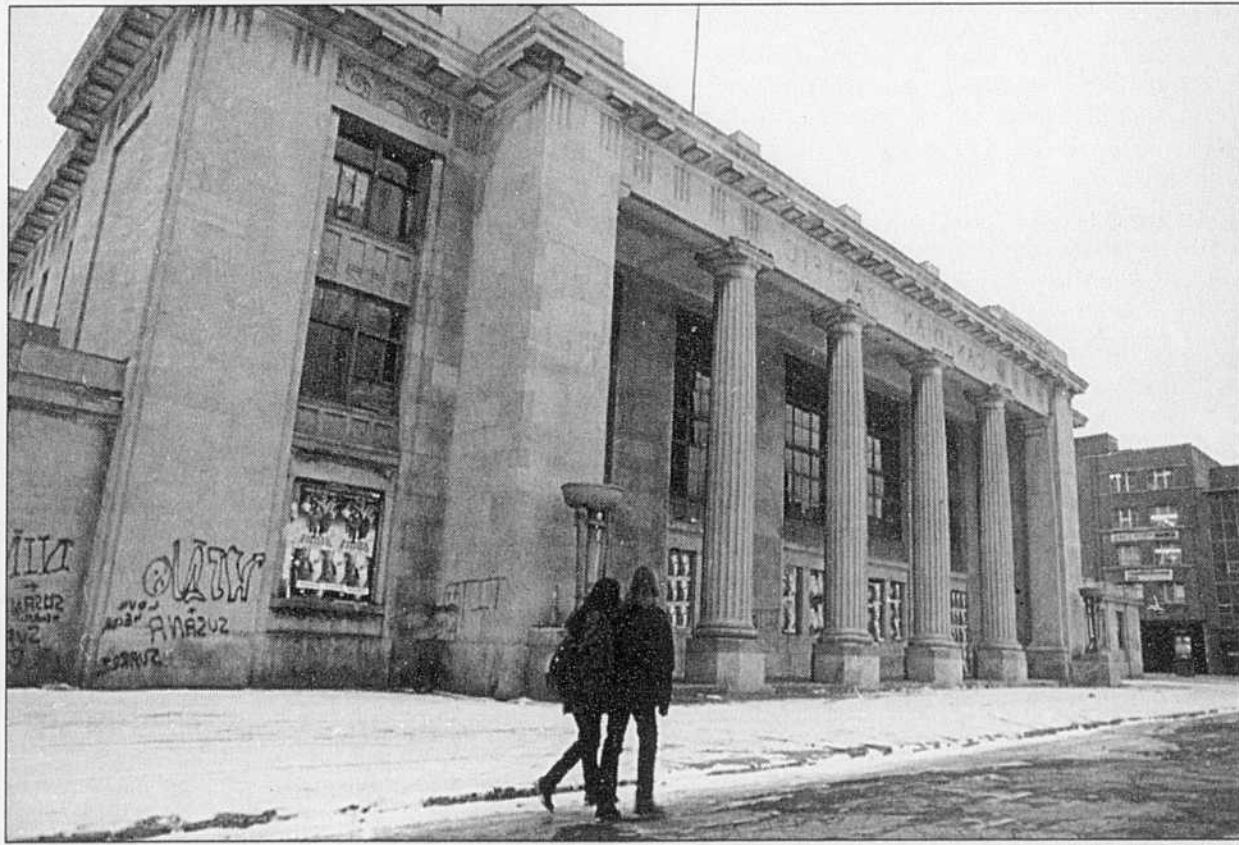
La spéculation économique

La création d'emplois? La Ville n'en sait vraiment rien. Le rapport de l'assemblée publique d'information et de consultation, rapport produit par la Ville, en témoigne. Pas d'évaluation «des impacts [au plan de l'emploi] sur les commerces locaux car ils ne sont pas du même type que Loblaw». On a exclu de l'étude sur les emplois affectés «les commerces des rues Ogilvy et Saint-Roch». «L'impact des commerces qui s'ajouteront éventuellement dans la gare n'a pas été évalué.»

La création d'emplois se fera probablement au détriment des emplois existant dans les boutiques avoisantes, l'Inter Marché, le Supermarché Delta, le Marché Jean-Talon et dans les magasins Métro du quartier. Il s'agit d'un déplacement d'emplois.

Quant aux revenus fiscaux, la Ville devra en investir une bonne part dans le réaménagement des rues. Combien? La Ville l'ignore. Selon le même rapport, «les questions portant sur l'étude d'impacts sur la circulation ont fait ressortir les compléments d'information suivants. Il n'y a pas eu de devis écrit préparé par la Ville précisant les paramètres de l'étude désirée. De plus, la demande additionnelle en stationnement sur rues — qui pourrait décongestionner la venue d'un magasin Loblaw — n'a pas été analysée.»

«Par ailleurs, n'ayant pas eu de demande à cet effet de la



L'ancienne gare Jean-Talon.

ARCHIVES LE DEVOIR

part de la Ville, l'étude n'inclut pas l'évaluation des coûts qui pourraient être engendrés par le déplacement du mur de soutènement situé à la limite sud-ouest du terrain longeant le côté nord de la rue Jean-Talon [...] Enfin, le carrefour Ogilvy-Hutchison n'a pas été traité parce que l'étude a porté comme le demandait la Ville sur les impacts les plus importants, ceux qui affectaient la rue Jean-Talon.»

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les arguments économiques sont spécieux et spéculatifs.

Revenir aux origines

Le quartier Parc Extension est le quartier le plus multithnique de Montréal. Il est aussi le quartier urbain le plus pauvre au Canada. L'école primaire du quartier, Barthélemy-Vimont, reflète cette situation.

La gare Jean-Talon est au centre de l'histoire de ce quartier. De surcroît, il s'agit du seul espace d'importance encore disponible pour des fins d'animation culturelle et communautaire. Ajoutons que depuis au moins une dizaine d'années, il n'y a eu aucun nouvel investissement stratégique en équipement dans Parc Extension.

Il faut en revenir au projet original et l'améliorer: bibliothèques, salles d'activités, de spectacles, d'expositions, es-

paces à bureaux pour des institutions publiques et des organismes communautaires, espaces à développer de concert avec CFCF et Quatre Saisons, situés juste derrière. Devant la gare, le terrain doit être conçu comme un lieu d'animation avec un parc et des espaces verts, un petit marché public et différentes activités complémentaires aux activités se déroulant dans le bâtiment. L'intégration passe par de tels échanges socioculturels.

Une affaire de priorité et de volonté

La Ville n'aurait pas l'argent à investir dans un tel projet? Pourtant, avec raison, elle en a trouvé pour les Maisons de la culture de Ahuntsic et Rivière-des-Prairies. Elle en a même trouvé pour le Musée Juste pour rire. Elle aurait dû en trouver aussi pour Parc Extension. Tout est affaire de priorité.

Si le maire de Laval est capable de vendre le Cosmodôme à l'entreprise privée et à tous les ordres de gouvernement, comment se fait-il que le maire de Montréal soit incapable d'en faire autant avec un projet comme celui que désire la population de Parc Extension? C'est une affaire de volonté politique.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Louis Lapiere (adjoint au directeur de l'information), Sylvain Blanchard, Paul Cauchon, Jean Chartier, Jean Dion, Louis-Gilles Francœur, Kathleen Lévesque, Caroline Montpetit, Brian Myles, Isabelle Paré, Clément Trudel, Serge Truffaut; Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Duclos et Christine Dumazet (relucteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Stéphane Baillargeon, Pierre Cayouette, Paule des Rivières, Louise Leduc, Jean-Pierre Le-gault, Benoît Munger, Odile Tremblay; à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Robert Dutrisac, Jean Fichette, Claude Turcotte; à l'information internationale: Jocelyn Coulon (adjoint au directeur de l'information), François Brousseau (éditorialiste), Claude Lévesque; à l'information politique: Pierre O'Neill, Marion Cornélius (correspondante parlementaire à Ottawa), Mario Cloutier et Gilles Lesage (correspondants parlementaires à Québec), Michel Venne (correspondant parlementaire et éditorialiste à Québec); à l'information sportive: Yves d'Avignon; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Isabelle Hachey, Marie-Claude Petit (commissaires); La documentation: Gilles Paré (directeur); Brigitte Arsenault, Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Martine Dubé (directrice), Daniel Barbeau (directeur adjoint), Jacqueline Avril, Jean de Billy, Brigitte Cloutier, Gyslain Côté, Marlène Côté, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Guyline Ouellet, Micheline Ruelland (publicitaires); Sylvie Laporte, Nathalie Lemieux, Claire Paquet, Pierrette Rousseau, Micheline Turgeon; Francine Ouellet (secrétaire); LA PRODUCTION: Jocelyn Arsenault (directeur des approvisionnements, distribution et production), Marie-France Turgeon (responsable de la production), Claudine Bédard, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Marie-Josée Hudon, Sylvain Lesage, Christian Vien, Olivier Zaida. SERVICE À LA CLIENTÈLE: Johanne Brien (responsable), Evelyn Labonté (responsable à la promotion des abonnements), Manon Blanchette-Turcotte, Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc-Venne. L'ADMINISTRATION: Yves Bouthiette (contrôleur), Dany Dépatie (adjointe à l'administration et responsable des ressources humaines), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Jeanne d'Arc Houde (secrétaire à la direction); Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR: Marcel Couture (président), Roger Boisjoly (vice-président exécutif et directeur général).

♦ LE DEVOIR ♦

ACTUALITÉS



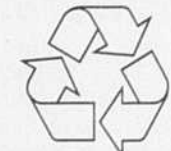
EN BREF

Le NPD promet de réduire et le déficit et le chômage

Halifax (PC) — La leader néo-démocrate, Alexa McDonough, a soutenu hier que seul le NPD propose de réduire à la fois le déficit et le taux de chômage. Faisant campagne chez elle, à Halifax, elle a participé à un «forum de citoyens» sur l'économie et le chômage. Elle était accompagnée du ministre de l'Industrie, John Manley, de l'ancien chef conservateur de Nouvelle-Écosse Terry Donahoe, qui est passé comme Mme McDonough sur la scène fédérale, et du candidat réformiste dans Calgary-Sud-Est, Jason Kenney, ancien président du groupe Canadian Taxpayers Foundation. Lorsque Mme McDonough a expliqué que le NPD réduirait le déficit et le chômage, le candidat réformiste lui a lancé: «En haussant les impôts, bien sûr!». «Parfaitement, a rétorqué la leader néo-démocrate. En haussant les impôts de ceux qui ne paient pas leur juste part.» Dans son programme, le NPD propose de hausser les «dépenses sociales» de près de 19 milliards par année, une dépense assumée en partie par une hausse de huit milliards des impôts des sociétés et des particuliers les plus riches. Le libéral Manley s'est bien amusé de cette promesse de réduire le déficit tout en augmentant les dépenses. «Pourquoi ne pas annuler aussi la loi de la gravité, pendant que vous y êtes.» Les participants au forum des citoyens, télédiffusé sur les ondes de CBC, ont dû répondre à des questions directes, notamment d'une dame de 71 ans qui les a tous accusés de ne pas répondre aux vraies questions. «J'ai écouté votre rhétorique, et aucun de vous ne répond à nos questions. Vous nous faites des promesses, on n'en veut pas de promesses. Ce qu'on veut, c'est un leadership. Les riches de ce pays deviennent de plus en plus riches; il n'y a plus de classe moyenne, vous l'avez éliminée.» M. Manley a alors eu le malheur d'esquisser un sourire. «Comment osez-vous sourire, M. Manley? Comment osez-vous?» Le sourire a vite disparu. Coccasserie de campagne, Mme McDonough s'est adressée à M. Manley, au début du forum, en l'appelant «M. Manning» (le chef du Parti réformiste). «J'ai écouté votre rhétorique, de nos jours, a rétorqué Mme McDonough. Il n'y a pas de différence.»

Charest serrerait la vis aux criminels

Prince Albert, Sask. (PC) — Un gouvernement conservateur éliminerait la clause de faux espoir autorisant les meurtriers à demander une libération conditionnelle anticipée, a déclaré hier le chef conservateur Jean Charest. M. Charest, qui prononçait une allocution à Prince Albert, où se trouve l'une des plus anciennes prisons du Canada, a décrit les grandes lignes d'un programme d'ordre public qui rappelle beaucoup celui du Parti réformiste. Il a eu droit aux applaudissements enthousiastes d'une cinquantaine de partisans lorsqu'il a déclaré qu'un gouvernement conservateur abrogerait l'article 745 du code criminel. Cette clause prévoit que les prisonniers condamnés pour meurtre prémédité peuvent demander une réduction de peine avant de faire une demande de libération conditionnelle.



S.V.P. Assurez-vous que ce papier journal soit recyclé.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333.

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Sur Internet devoir@cam.org
Pour l'agenda culturel (514) 985-3551

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et petites annonces

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 8h à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)
Pour la version Internet (514) 278-6060
Extérieur de Montréal 1-800-563-5665 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

PQ «Deux vases communicants qui communiquent bien»

SUITE DE LA PAGE 1

ceppe après avoir participé à un souper communautaire dans un tout petit village du Bas-Saint-Laurent, Saint-Guy.

Le Parti québécois ne prend ni plus ni moins la campagne bloquiste en charge. En plus de Bob Dufour, qui conserve sa responsabilité du comité technique, on retrouve Pierre Boileau, Éric Meunier et Bruno Tousignant du cabinet du premier ministre Lucien Bouchard, respectivement à titre de directeur du comité restreint (contenu), de conseiller spécial auprès de M. Dufour et chef de mission (tournée).

Au plan des communications, d'autres changements ont été effectués. L'attachée de presse du chef bloquiste a été remplacée par France Amyot, plus expérimentée, du cabinet du ministre David Cliche. De même, Sylvain Dubé, attaché politique du ministre Guy Chevrette coordonne les communications dans la caravane des journaux.

Invité vendredi dernier à commenter notamment la participation active du Parti québécois à la campagne du Bloc, Michel Daviault avait alors dit: «Nous sommes deux vases communicants qui communiquent bien.»

La décision fait suite à des rencontres d'urgence effectuées samedi et dimanche réunissant les têtes dirigeantes du Bloc québécois et dont Lucien Bouchard a été informé. «Ils ont regardé l'ensemble de la situation et on m'a appelé cet après-midi pour me faire cette proposition. Et, finalement, c'était à moi de prendre la décision», a indiqué M. Duceppe.

En 1993, Bob Dufour avait assumé la direction générale des opérations pour la campagne électorale du Bloc. Il a également été l'adjoint de M. Duceppe dans sa circonscription de Laurier—Sainte-Marie de 1990 à 1992. Il a, par la suite, été directeur général du Bloc, puis chef de cabinet de Gilles Duceppe de qui il est un ami depuis trente ans.

Ce début de la deuxième semaine électorale constitue un changement de ton dans la campagne du Bloc qui a surtout été occupé à aplanir les difficul-

tés. Outre le grand balayage d'hier, M. Duceppe avait plus de mordant que d'habitude dans ses allocutions publiques. Ainsi, il a accusé Jean Chrétien d'avoir menti à la population en appliquant une réforme de l'assurance-chômage qu'il dénonçait avant de devenir premier ministre.

Dans un même élan, M. Duceppe a invité les Québécois à prendre leur revanche en appuyant le Bloc québécois, le vote souverainiste aux élections fédérales ayant une valeur de contestation.

En conférence de presse hier matin, M. Duceppe a fait référence à une lettre datée de mars 1993, dans laquelle M. Chrétien, alors chef de l'opposition officielle, se disait consterné des mesures mises en place par les conservateurs, qui réduisaient les prestations et pénalisaient davantage les travailleurs qui quittaient volontairement leur emploi. «Ces promesses-là ont été encore plus injustes et encore plus sévères que ce qu'avaient fait les conservateurs. Je pense qu'il n'a pas respecté ses engagements. C'est carrément un mensonge», a lancé le chef bloquiste.

«Dire oui au Parti libéral ou au Parti conservateur, c'est approuver de telles décisions», a ajouté Gilles Duceppe.

Participant hier après-midi à l'assemblée d'investiture du candidat bloquiste dans Kamouraska-Rivière-du-Loup-Témiscouata-Les Basques, Paul Crête, Gilles Duceppe a montré une énergie qu'on ne lui avait pas encore vue en campagne, n'hésitant pas à sonner la charge pour les Jean Chrétien, Paul Martin, Sheila Copps et autres Jean Charest. D'entrée de jeu, le chef bloquiste a dénoncé la réforme de l'assurance-chômage, appelée maintenant assurance-emploi, qui s'attaque d'avantage, selon lui, aux chômeurs qu'au chômage. «Parlez-en à Bill Clennett. Lui, il l'a vu de près le premier ministre et ça ne lui a pas coûté 1000 piastres. [...] Il a eu comme une accolade serrée», a lancé M. Duceppe, en faisant référence au chômeur québécois qui s'est fait rudoier par Jean Chrétien lors d'une manifestation. Chaudement applaudi à plusieurs reprises, M. Duceppe a soutenu que Jean Chrétien a fait preuve de

«mépris» lorsqu'il a affirmé que les chômeurs sont des «paresseux» puis des «buveurs de bière». M. Duceppe s'en est d'autant plus scandalisé que, peu auparavant, il avait rencontré à Rivière-du-Loup la Coalition contre la réforme de l'assurance-chômage.

Les représentants des groupes communautaires et les quelques travailleurs ou chômeurs présents ont eu des mots très durs pour les libéraux. «Ils sont prêts à nous faire payer mais pas à nous aider», a affirmé Roger Plante.

Dans le Bas-Saint-Laurent, la réforme a eu des effets dévastateurs, est venue dire la Coalition au chef du Bloc québécois. Selon Statistique Canada, il y avait en 1996, moins d'une personne sur deux en âge de travailler qui avait un emploi. Il est vrai que dans cette région de l'est du Québec, on retrouve beaucoup de travailleurs saisonniers notamment dans les domaines de la forêt, de la tourbe et de la pêche.

Christian Vézina a soutenu que la réforme incite les gens à faire du travail au noir. «Ce n'est pas une solution», a répondu M. Duceppe qui a convenu que les modifications ont engendré de la pauvreté.

«Je n'ai jamais vu autant de misère humaine», a confirmé Alain Lagacé de l'organisme Action-chômage Kamouraska. «C'est pas de la pauvreté, c'est de la faim. Quand je vois Paul Martin, la main sur le cœur, s'attendrir sur les enfants pauvres. Laissez-nous le petit peu qu'on a puis on va s'en occuper de nos enfants. Et on n'en aura pas besoin de Paul Martin», a clamé Robert Roy, à mi-chemin entre la colère et l'émotion.

Paul Martin a d'ailleurs servi de bouc émissaire à Gilles Duceppe qui réclame que le gouvernement mette un terme aux échappatoires fiscales, dont bénéficie entre autres M. Martin. «Voilà un ministre des Finances qui dit: faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais». Quand l'exemple vient de haut comme ça, que voulez-vous répondre aux gens qui disent n'avez d'autre choix que le travail au noir. [...] Dites-lui à Paul Martin qu'il faut donner l'exemple», a invité un Gilles Duceppe au message bien ficelé.

CACHOTTERIES

SUITE DE LA PAGE 1

nalement alourdi le bilan financier d'Hydro-Québec. Le projet Grande-Baleine était perçu comme un moyen d'augmenter d'ailleurs ces réserves énergétiques.

Le président d'Hydro-Québec, André Caillé, a récemment expliqué aux parlementaires québécois qu'il entendait utiliser les réservoirs comme une carte maîtresse sur le marché déréglementé des États-Unis où la société d'État veut obtenir un statut de grossiste auprès des autorités fédérales américaines. Hydro-Québec espère alimenter une partie de ses clients québécois lorsque les prix de l'électricité aux États-Unis sont au plus bas niveau, ce qui permettra à l'eau des cours d'eau harnachés de s'accumuler dans les réservoirs. Hydro estime pouvoir revendre cette énergie entreposée sur le marché américain lorsque la demande et le prix seront au plus haut là-bas, ce qui maximiserait ses profits.

Dans le nouveau contexte juridique d'Hydro-Québec, il n'est pas impensable d'imaginer non plus que son actionnaire principal pourrait un jour exiger qu'Hydro procède à des ventes massives aux dépens de ses réserves pour regarnir les coffres de l'État québécois par des dividendes. Faute de données sur l'état des réserves, il serait à peu près impossible de savoir si le gouvernement et la société d'État jouent à la roulette ou administrent prudemment l'eau des barrages.

Le porte-parole de la société d'État, Steve Flanagan, devait préciser pour sa part que c'est justement ce nouveau contexte «commercial» dans lequel Hydro-Québec s'engage, en devenant grossiste sur le marché américain et en s'ouvrant à la concurrence sur son propre territoire, qui a justifié la décision de garder dorénavant secrètes les données sur l'état des réserves d'eau. M. Flanagan ne pouvait dire si cette politique était le fait de la haute direction ou d'une décision du conseil d'administration d'Hydro-Québec.

«Nous ne voulons pas, dit-il, donner d'informations à caractère commercial à nos concurrents à moins d'y être contraints. Hydro-Québec fait maintenant face à des concurrents et n'entend pas leur faciliter la tâche» s'ils veulent savoir avec qui ils négocieront et quel est leur rapport de force.

M. Flanagan reconnaît toutefois qu'il demeure facile pour des concurrents sérieux «de mesurer les quantités d'eau disponibles dans les barrages par des photos-satellites: n'importe qui peut faire ça mais on ne veut plus donner ces informations gratuites».

Actuellement, la plupart des institutions publiques de l'est des États-Unis, avec qui Hydro-Québec transige, divulguent l'état de leurs réserves d'eau. La plupart des producteurs hydro-électriques du continent sont d'ailleurs des institutions publiques. Mais, invoque M. Flanagan, Bonneville Power, dans le nord-ouest des États-Unis, ne divulgue plus ces données en raison du contexte concurrentiel qui s'est instauré depuis la déréglementation du marché de gros aux États-Unis.

Mais, ajoute par ailleurs le porte-parole hydro-québécois,

FUSIONS
Des caisses «délinquantes»

SUITE DE LA PAGE 1

table, a fait valoir Jocelyn Proteau, président de la FMO, samedi à l'occasion de l'assemblée annuelle de cette fédération, qui est la plus importante du Mouvement Desjardins, mais celle aussi dont la rentabilité est présente la plus basse. M. Proteau a d'ailleurs reconnu que les objectifs du plan stratégique 1993/1996 avaient été généralement atteints, sauf celui de la rentabilité.

Qui plus est, en cours d'année 1996, on s'est rendu compte à la FMO que les résultats du réseau ne suivaient pas du tout la trajectoire prévue et qu'une action énergique et rapide s'imposait. On a alors inventé «Corvée FMO» et lancé un appel général pour redresser la situation à court terme et faire l'inventaire des mesures à prendre pour une correction à plus long terme. Par exemple, une équipe d'intervention a été mise en place pour aider une cinquantaine de caisses «délinquantes» en matière de crédit.

En fin de compte, la FMO a obtenu en 1996 des trop-perçus d'exploitation de 65 millions, en baisse de 31 % sur ceux de 1995. Cela équivaut à un trop-perçu de 33 cents par 100 \$ d'actif, soit une baisse de 15 cents sur les 48 cents de 1995. On précise dans le rapport annuel que l'augmentation importante du niveau des prêts improductifs de l'ensemble des caisses affiliées a eu un impact majeur sur la rentabilité. Les ristournes aux membres ont néanmoins augmenté de 33 % pour atteindre 20 millions, ce qui se justifie par un taux de capitalisation de 10,56 %, c'est-à-dire nettement au-dessus de la norme internationale de 8 %.

Le redressement envisagé par la FMO comporte plusieurs autres facettes. Sur le plan marketing et vente, les caisses populaires, qui avaient l'habitude d'attendre le client, décident maintenant d'aller vers lui. La FMO a créé un Centre de financement qui aide les caisses dans leurs offres de service. Par exemple, depuis le 1^{er} octobre, 230 concessionnaires automobiles et 140 courtiers immobiliers ont aidé à amener pour 120 millions de nouvelles affaires aux caisses de la FMO, qui se pique de pouvoir offrir un prêt hypothécaire en 24 heures et un prêt automobile en deux heures. Il reste toutefois beaucoup de travail à faire pour pénétrer le marché des clientèles ethniques.

La FMO apporte par ailleurs des changements à sa macrostructure, en ayant dorénavant quatre premiers vice-présidents au lieu de deux. On a en outre modifié le règlement pour ramener de 10 à 9 le nombre de secteurs régionaux, pour adapter les structures aux nouvelles réalités démographiques, sociales et économiques du territoire de la FMO, qui englobe la grande région de Montréal, les Laurentides, l'Outaouais, le Témiscamingue et l'Abitibi.

«Il y a des instances où on sera appelé à donner ces informations, comme devant la Régie de l'Énergie. On a un actionnaire unique, le gouvernement, et c'est à lui qu'on se rapporte principalement en ces matières. Quant au public, on lui donnera ces informations via ces différentes instances car on ne veut pas faciliter la tâche aux concurrents.»

Si les concurrents ont l'argent et les moyens techniques pour connaître l'état des réserves d'Hydro-Québec, est-ce que ce n'est pas en réalité le public qu'on veut priver d'information pour minimiser la possibilité de critiques à l'endroit de la gestion des réserves d'eau, qui sont en dernier ressort un patrimoine public plus que le bien d'un ministère particulier?

A cette question, M. Flanagan répond «qu'il faut tirer une ligne quelque part». «On estime qu'on n'a pas à donner nos cartes maîtresses dans un marché qui devient de plus en plus concurrentiel. Nous acceptons le principe de donner ces informations si des institutions nous les demandent. Mais entre-temps, nous estimons n'avoir pas à déchirer notre chemise sur la place publique.»

Les «réserves» d'Hydro-Québec sont en réalité définies par un décret gouvernemental. Elles n'englobent pas seulement l'eau des barrages mais incluent désormais, en plus, des ententes de service avec des services publics voisins.

Mais ces ententes pour la fourniture de puissance supplémentaire en période de pointe ne peuvent être utilisées de façon permanente comme source d'approvisionnement, en lieu et place des petits barrages, par exemple, car cette énergie ne serait plus en réserve si on l'utilise de façon permanente.

MANNING Le PLC voit dans sa gestion serrée des finances un atout de taille

SUITE DE LA PAGE 1

réformistes se défendent de vouloir exploiter ces divisions à des fins partisans, soutient le stratège du parti, Rick Anderson.

«Il y aura un autre référendum, explique-t-il, et les sondages montrent que la population québécoise est toujours divisée en deux. Ce n'est pas responsable, de la part de Jean Chrétien et Jean Charest, de se mettre la tête dans le sable. Nous ne croyons pas que leurs stratégies, qui sont semblables, vont fonctionner. Ils ne proposent pas de véritable plan A, ils n'offrent rien d'autre que leur rhétorique sur la société distincte, une idée qui n'a aucun appui dans le reste du pays et qui ne semble même pas résoudre la question au Québec. Et ils n'ont pas de plan B. Que ferons-nous si les Québécois décident de partir? Nous ne croyons pas qu'il est responsable de laisser à Lucien Bouchard le soin d'articuler seul sa position et de laisser le reste du pays faire du rattrapage au lendemain d'une défaite.»

Les conservateurs, qui espèrent des gains modestes dans l'Ouest, sont les premiers visés car leur remontée nuit surtout aux réformistes, sauf en Colombie-Britannique, où ils sont pour ainsi dire absents. Là, ce sont les libéraux qui peuvent écopier.

Les libéraux, qui dominent les sondages dans toutes les provinces, même en Alberta, sont confrontés à des opposants qui varient d'un bout à l'autre de la région. Même si on leur prédit des gains presque partout, ils ne tiennent rien pour acquis car le parti n'a pas de longues racines dans la région, à l'extérieur de quelques centres urbains. On pense toutefois que la gestion serrée des finances publiques sera un atout de taille.

«Le bilan du gouvernement est très attrayant dans cette région. Notre approche mesurée et responsable est perçue comme une preuve de bon gouvernement et correspond à ce que les gens, ici, souhaitent», soutient Greg Schmidt, vice-président du parti pour les Prairies.

Contrairement à ce qu'on aurait cru, les conservateurs ont de la difficulté à décoller dans cette région qui fut la pierre d'assise du parti. Le parti concentre ses efforts dans le sud du Manitoba et en Alberta. Il se fait discret en Saskatchewan où l'ancien gouvernement conservateur de Grant Devine continue à faire scandale. En Colombie-Britannique, c'est un véritable no man's land. À tel point que Jean Charest prévoit à peine y mettre les pieds durant la campagne.

«Plus on va vers l'Ouest, plus les réformistes sont forts et plus les conservateurs faiblissent», note Donna Dasko, de la firme de sondages Environics.

Les handicaps des réformistes

Le Reform part avec certains handicaps. Peter McCormick note que la plupart des députés les plus compétents ne se représentent pas. On songe à Stephen Harper, Jim Silye, Ray Speaker. Et il y a Jan Brown qui a quitté le parti pour rejoindre les conservateurs et se présenter contre son ancien chef.

Rick Anderson rétorque que le parti a recruté une meilleure équipe de candidats, ayant une expérience politique et une base à l'échelle locale. M. McCormick en convient mais remarque qu'aucun ne peut influencer le vote à l'extérieur de sa circonscription.

L'autre problème du Reform, selon lui, est la nature des appuis qu'il a obtenus en 1993. «Une partie du vote réformiste, en 1993, était une manifestation de protestation contre Brian Mulroney. Mais ce genre de vote est fluide, il ne vous appartient pas de façon permanente. La colère passée, vous devez lui donner des raisons positives de continuer à vous appuyer. Le Reform a échoué à ce chapitre», croit-il.

Le NPD, qui a fait élire ses neuf députés dans l'Ouest, est un des partis qui cherchent à gruger les appuis réformistes. Cela peut sembler étrange mais les néo-démocrates ont des racines populistes dans les Prairies et ils comptent sur la déception de ceux qui, au-delà du populisme, n'appuient pas le programme réformiste dans le domaine social et fiscal.

Province par province

Un survol de la région, province par province, donne une bonne idée des forces en présence. En Colombie-Britannique, libéraux, réformistes et néo-démocrates livrent bataille pour les 34 sièges, deux de plus que la dernière fois. En 1993, les réformistes ont en arraché 24, les libéraux, six, et les néo-démocrates, deux. Les enjeux ont une forte saveur régionale et on reproche aux libéraux d'avoir tenté de priver la province d'un veto régional et d'être trop modérés à l'endroit de criminels comme le tueur en série Clifford Olson. Ceci a renforcé le fort sentiment d'aliénation qu'éprouve la population et que Preston Manning a déjà commencé à utiliser.

«Le Parti réformiste est très fort dans cette province,

convient Greg Schmidt. Il faut leur prendre des sièges. Mais on ne peut pas écarter le NPD.» Le parti d'Alexa McDonough entend récupérer ses bastions vancouverites et ceux de l'île de Vancouver. On ignore cependant si l'impopularité du gouvernement provincial lui nuira.

En Alberta, on ne prévoit que des victoires libérales et réformistes, comme en 1993 alors que les deux partis ont remporté respectivement quatre et 22 sièges. Les deux partis garderont toutefois un œil sur les conservateurs. Leur remontée pourrait nuire aux deux partis. «Historiquement, nous n'avons jamais réélu un député en Alberta. Ce sont donc des conservateurs qui nous ont appuyés en 1993. Nous avons toujours besoin de leur vote et nous devons maintenant solidifier notre position auprès d'eux», reconnaît Greg Schmidt qui espère une percée à Calgary.

La Saskatchewan est le territoire de prédilection du NPD qui espère profiter aussi de la popularité du gouvernement Romanow. En 1993, les libéraux et les néo-démocrates ont fait élire chacun cinq députés alors que les réformistes en ont fait élire quatre.

Au Manitoba, les libéraux détiennent tous les sièges, sauf deux détenus par le Reform et le NPD. À la suite des inondations, plus personne n'ose faire de prédictions. En fait, le mot élection est carrément tabou tant l'idée d'un scrutin au milieu d'un désastre semblable enrage les gens.

À surveiller

■ Portage-Lisgar et Brandon-Souris (Manitoba) Les conservateurs espèrent y faire des gains. Leur candidat dans la première circonscription est Brian Pallister, un député provincial qui a démissionné tant il est confiant. Dans Brandon, le PC a recruté le populaire maire de l'endroit, Rick Borotsik.

■ Les six circonscriptions d'Edmonton (Alberta), une région qui a échappé au Reform en 1993 par des marges souvent ridicules. Avec le redécoupage de la carte, la circonscription d'Edmonton West, représentée par la ministre Anne McLellan, pourrait passer au Reform. La populaire leader parlementaire réformiste Deborah Grey, elle, tentera de ravir Edmonton North aux libéraux.

■ Calgary Southwest (Alberta). La conservatrice Jan Brown affronte son ancien chef réformiste Preston Manning.

■ Vancouver et le sud-ouest de la province (Colombie-Britannique). Gains libéraux et néo-démocrates anticipés au dépens du Reform.